Les DEBATS

Votre quotidien national

Août et juillet 2016

Les deux mois les plus chauds jamais enregistrés

Page 24

Rentrée universitaire

Plus de 1,6 million étudiants attendus aujourd'hui

Plus de 1,6 million étudiants sont attendus pour la rentrée universitaire 2016/2017, dont le coup d'envoi sera donné à partir de Biskra par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Malheureusement, comme pour les années précédentes, Tous les voyants sont au rouge, malgré quelques changements.

Page 2

Taxe de 30 DT imposée par la Tunisie aux Algériens

L'Algérie applique le principe de réciprocité

Rebondissement dans " l'affaire " de la taxe de sortie imposée par la Tunisie aux Algériens et qui a provoqué l'ire des voyageurs durant tout l'été. L'Algérie appliquera bel et bien le principe de la réciprocité.

Page 2

Zone d'Alguergarat (Sahara Occidental)

L'ONU propose un déploiement exclusif de la Minurso

Page 3

Erreur dans le livre de géographie

Le «scandale» prend une dimension politique

Page 3

Accusées d'escroquerie

Gel des activités d'une dizaine d'agences de voyage

Cette mesure, explique-t-il, a été prise suite au non respect du cahier de charges et des normes en vigueur à l'échelle nationale et internationale. Le responsable a précisé toutefois qu'aucune plainte n'a été formulée jusqu'à présent contre des agences de voyage concernant le hadj.

Page 4

Emploi et chômage à l'ombre de la crise financière

Les voies et les contraintes d'un nouvel essor

Par Saâd Taferka

Les signes extérieurs de la crise économiques sont encore quelque peu discrets, mais, ils sont là, avec les interrogations et les angoisses qu'ils installent dans les foyers et les ménages les plus vulnérables.

Déjà, les augmentations des taxes sur les carburants et l'électricité, effectives depuis janvier 2016, ont été mal reçues et mal vécues par les franges les plus fragiles de la société : modestes journaliers, petits fonctionnaires, chômeurs,... etc. La loi de finances 2017, du moins dans sa mouture initiale d'avant-projet, prévoit de faire procéder à de nouvelles augmentations dans les mêmes produits et au-delà. En toute apparence, pour renflouer le budget de l'Etat, le gouvernement sera amené à élever les montants des impôts sur le revenu global, ce qui équivaudra à la diminution du salaire net des travailleurs. D'autres taxes et impôts toucheront aussi les transactions immobilières et foncières, outre d'éventuelles suppressions de subventions concernant certains produits dont les prix sont soutenus par des fonds publics. Face à la recherche effrénée de l'argent par le gouvernement, afin de rééquilibrer, ne serait-ce que très partiellement, le budget de l'Etat, plusieurs interrogations taraudent l'esprit des Algériens, et particulièrement des catégories aux revenus fixes et des chômeurs. La première est de savoir ce que sont devenus les discours sur les nouvelles alternatives économiques consistant à imaginer des ressources autres que celles des hydrocarbures, ayant aujourd'hui perdu la cote sur les marchés mondiaux. La seconde interrogation est celle de savoir qu'elle est la part de justice sociale qui va présider aux nouvelles mesures d'austérité, même si le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, récuse, à tort d'ailleurs, ce terme.

Page 5

Taxe de 30 DT imposée par la Tunisie aux Algériens

L'Algérie applique le principe de réciprocité

Rebondissement dans "l'affaire" de la taxe de sortie imposée par la Tunisie aux Algériens et qui a provoqué l'ire des voyageurs durant tout l'été. L'Algérie appliquera bel et bien le principe de la réciprocité.

Par Sofiane Ait Mohamed

C'est le ministre des Affaires étrangères et de la coopération international, Ramtane Lamamra qui le confirme à travers une réponse à une question écrite du député du FJD, Lakhdar Benkhelaf, relayée par plusieurs sites. Les Tunisiens non résidents devront donc payer une taxe à leur entrée en Algérie, a affirmé Ramtane Lamamra. Bien qu'il a d'abord tenu à rappeler le caractère " non discriminatoire " de cette taxe de 30 dinars tunisiens (DT) (environs 2100 dinars algériens) instaurée par la Tunisie dans le cadre de la Loi de finances complémentaire de 2014, le chef de la diplomatie algérienne, a cependant expliqué dans sa réponse au député que " s'agissant d'un pays voisin avec qui nous entretenons des relations exceptionnelles, nous avons décidé d'appliquer le système de réciprocité tout en laissant la porte du dialogue ouverte avec les autorités tunisiennes dans l'objectif d'annuler cette taxe". Durant tout l'été, particulièrement durant le mois d'août, de nombreux Algériens ont protesté contre cette taxe qualifiée de " visa " et ont demandé au gouvernement algérien d'appliquer le principe de réciprocité. Des ressortissants algériens ont même procédé à la fermeture en août, des postes frontaliers notamment celui d'Al Haddad (Sakiet Sidi Youssef, côté tunisien). Des heurts ont même eu lieu du côté de Oum Tboul, suite au décès d'un Algérien fauché par un automobiliste tunisien. Pourtant, les autorités tunisiennes, font chaque année la promotion en Algérie même pour attirer les algériens dans leur pays en proie il est vrai à une crise économique aiguë. Les autorités algériennes ont, suite aux réactions des citoyens, tenté de calmer le jeu. En affirmant d'abord, comme l'a rappelé Lamamra, que la taxe n'est pas du tout discriminatoire, mais aussi en convoquant le chargé d'affaires à l'ambassade qui a été reçu, le 16 août, par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Les deux parties " ont ainsi passé en revue les conditions de déplacement et de résidence des ressortissants des deux pays et les moyens de les améliorer davantage pour les hisser au niveau des relations privilégiées liant les deux pays et les deux peuples ", avait précisé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué repris par l'APS. Le secrétaire général du ministère et le diplomate tunisien ont selon la même source, également abordé " les conditions d'accueil des citoyens algériens en déplacement en Tunisie durant la saison estivale, tout en soulignant l'importance de poursuivre les efforts pour lever les obstacles entravant le mouvement de déplacement de personnes entre l'Algérie et la Tunisie qui reste une destination touristique privilégiée pour les Algériens ". Il semble donc, à travers la réponse de Lamamra, qu'aucun compromis n'a été trouvé à ce propos, ne serait-ce qu'une réduction de la taxe qui devrait, selon de nombreux Algériens " compréhensifs" de la délicatesse de la situation économique en Tunisie, être "symbolique". Le recours à la réciprocité calmera-t-il pour autant les esprits ?

S. A. M.

Recrutement des chômeurs

Une commission d'enquête aujourd'hui à Ouargla

Par Rachid Chihab

L'épineuse question de l'emploi dans la capitale des hydrocarbures Ouargla refait surface en ce début de semaine. L'accalmie qui a caractérisé cette wilaya pendant tout l'été n'est en réalité que le calme qui précède la tempête. En effet, voulant trouver une solution à ce manque d'opportunité de travail pour les jeunes de cette wilaya riche en hydrocarbures, le Premier ministère a décidé d'envoyer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les placements des demandeurs d'emplois dans les compagnies pétrolières et vérifier le respect de la législation nationale en la matière. Cette commission, selon des membres du Comité nationale pour la défense des droits des chômeurs CNDDC se rendra aujourd'hui dans la wilaya d'Ouargla.Estimant que cette démarche ne va pas apporter les vraies solutions à la question du chômage, la structure locale du Comité nationale pour la défense des droits des chômeurs a décidé de passer à l'action en appelant ses adhérents et ses sympathisants à tenir un rassemblement devant le siège de la wilaya. Contacté par nos soins, la figure emblématique des chômeurs dans le sud Tahar Bellabbès, a indiqué que la solution aux problèmes du chômage au sud et ailleurs, passera d'abord par l'ouverture des portes du dialogue avec les vrais représentants de cette catégorie sociale et l'ouverture d'une enquête sérieuse sur les modalités de recrutement et les personnes qui gèrent ce dossier aussi bien au niveau local que national.

Par ailleurs, nous avons appris que le CNDDC Ouargla compte au cours des prochains jours implanter des tentes devant les directions des sociétés pétrolières à Hassi Messoud pour exiger de la transparence dans les recrutements.

R. C.

Rentrée universitaire

Plus de 1,6 million étudiants attendus aujourd'hui

Par Karima Nacer

Plus de 1,6 million étudiants sont attendus pour la rentrée universitaire 2016/2017, dont le coup d'envoi sera donné à partir de Biskra par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Malheureusement, comme pour les années précédentes, Tous les voyants sont au rouge, malgré quelques changements.

Comme lors de chaque rentrée, les responsables n'arrêtent pas d'évoquer les efforts consentis pour caser le grand flux de nouveaux étudiants. A chaque année, les efforts sont concentrés sur cet aspect, omettant les vrais problèmes de secteur. Un aspect, certes, important, mais reste accessoire par rapport à la tragique désorganisation d'une université toujours en quête de sa vraie vocation.

Cette année encore, le ministre de secteur affirme que 100 000 places pédagogiques seront réceptionnées à l'occasion de l'actuelle rentrée universitaire pour porter la capacité globale des places pédagogiques au niveau national, à prés de 1 400 000. Dans le même cadre, 55 000 nouveaux lits seront également livrés au secteur pour porter les capacités des oeuvres universitaires à plus de 700 000 lits. Dans l'objectif de renforcer les capacités d'encadrement pédagogique et scientifique, le secteur prévoit plus de 5 400 nouveaux postes budgétaires au recrutement des nouveaux enseignants chercheurs.

L'amélioration du niveau des oeuvres universitaires n'est pas en reste, puisque le ministre insiste à cet égard, à promouvoir et accompagner les initiatives de création de clubs scientifiques et culturels par les étudiants afin de leur permettre d'exprimer leur capacité et leur talent. Il appel également les directeurs des universités à veiller, notamment, au prolongement de l'ouverture des bibliothèques universitaires jusqu'à 20h00 ou même jusqu'à 22h00.

En dépit des efforts fournis, le constat amer dans lequel se trouve l'université algérienne n'est un secret pour personne. L'université algérienne vit aujourd'hui des moments difficiles et décisifs qui sont en fait la conséquence directe d'une surpopulation estudiantine croissante, de manque de places pédagogiques et d'un manque d'encadrement qui se pose avec acuité en Algérie. La grande majorité des étudiants sont orientés vers des filières auxquelles ils ne montrent aucun intérêt. Faute de places pédagogiques.

Un problème qui met en péril la qualité de l'enseignement supérieur en Algérie. A l'université algérienne on continue aussi à distribuer des diplômes qui se dévalorisent vite, et qui laisse à la porte du chômage les diplômés sortants et qui posent sérieusement le problème de la qualité d'un enseignement au rabais. La plupart des diplômes universitaires ne donnent pas vraiment le bagage intellectuel de base de nature à assurer à l'étudiant une véritable insertion dans la vie professionnelle.

Les responsables du secteur ont également appliqués la solution du LMD (Licence, Master, Doctorat), les résultats, inconsistants, pour le moment se font tragiquement sentir. Certes, le nombre des étudiants est considérable, mais n'excuse nullement la passivité des pouvoirs publics qui promettent depuis fort longtemps des réformes qui tardent à venir. On entend chaque année parler des réformes, mais qui reste sans lendemain. Cette situation catastrophique, à pousser des enseignants ainsi que des chercheurs algériens jusqu'au là marginalisés, à quitter le pays pour des universités européennes ou canadiennes.

Pour les bibliothèques, si elles restent ouvertes jusqu'à 22 h, le problème ne réside pas là. Les étudiants vivent une sorte de continuel ennui avec l'absence de livres dans ces dernières trop peu fournies. En plus de la faiblesse de l'encadrement et la négligence des compétences, l'université souffre de son mode de gestion.

Comment, dans ces conditions, l'université algérienne pourrait tenir le coup et former des générations aptes à affronter le marché du travail ?

K. N.

Erreur dans le livre de géographie

Le «scandale» prend une dimension politique

L'erreur sur le livre de la géographie, qualifié de scandale par Benghabrit, prend des dimensions politiques et idéologiques d'autant qu'il s'agit d'une question sensible qui est la cause palestinienne.

Par Nacera Bechar

La guéguerre entre Nourria Benghabrit et les islamistes ne fait que se prolonger dans le temps et ses derniers ne ratent pas une occasion pour tirer à boulets rouges sur la première responsable du département de l'Education.

L'affaire du livre de la géographie pour l'enseignement moyen et le remplacement de la Palestine par " Israël " n'est pas close pour les islamistes malgré l'ordre donné par la ministre pour son retrait et l'ouverture d'une enquête.

Dans sa réaction, le Mouvement de la société pour la paix critique la manière avec la quelle cette question a été traitée et en particulier sa limitation à une faute " d'imprimerie ". Dans un communiqué rendu public sur le site du parti, le MSP s'acharne contre la ministre de l'Education, Nouria Benghabrit et ceux qui défendent le gouvernement et même ceux qui ont adopté une position neutre.

Selon la même source, ces derniers ne sont pas conscients du " vrai danger que constitue Benghabrit et ceux qui la soutiennent et ceux qui sont derrière elle sur le secteur de l'éducation ". Pour ce parti, ce qui est passé dans le livre de la géographie est le plus grave scandale qu'a connu l'Algérie dans le secteur de l'Education affirmant qu'il ne peut s'agir d'une simple erreur d'imprimerie mais plutôt " d'un acte commis en flagrant délit ". Pour ce parti, même si l'hypothèse d'erreur d'imprimerie est "vraie", il est " inacceptable de la part d'un ministère, ayant derrière lui tout un gouvernement ". Pour le MSP, la ministre de l'éducation doit déposer sa démission. Ce n'est pas tout puisque le MSP considère l'erreur sur le livre de géographie comme " une normalisation des relations avec Israël ". Une lecture grave de la part de ce parti islamiste qui mène une campagne féroce contre Benghabrit depuis sa nomination au poste de ministre de l'Education, contre notamment, les reformes de Benghabrit depuis les premières assises sur le secteur de l'Education nationale. Et puis le scandale du l'examen du bac et les reformes de cet examen, en particulier la matière de l'éducation islamique. Pourtant, le Premier ministre, Abdelmalek Sella avait répondu à une correspondance du mouvement Ennahdha concernant la question de la matière des sciences islamiques. Une réponse, dont laquelle, il affirme le non retrait de cette matière, ni le changement dans ses horaires d'enseignement.

Bengahabrit ne nie pas que l'erreur en question soit un scandale. " J'avoue que c'est un scandale " relevant la sacralité de la cause palestinienne pour l'Algérie " cela concerne la question palestinienne qui est sacrée (pour l'Algérie, NDLR) et que personne ne peut toucher. Il concerne également la position officielle de l'Algérie qui est indiscutable ", a dit la ministre de l'Education, Nouria Benghabrit dans un entretien à El Khabar, publié hier. Bengahbrit n'accuse personne et ne parle pas de complot car selon elle " il n'y a que l'enquête qui peut le révéler (…) " tout en défendant son département " il est certain que la carte qui a été validée par la commission d'adoption du ministère n'est pas celle qui a été imprimée ". La ministre ne s'aventure pas dans les hypothèses possible et selon elle, " Il existe plusieurs probabilités en ce qui concerne l'erreur. Je ne peux pas affirmer aujourd'hui l'une d'elles. Je laisse la commission d'enquête déterminer les responsabilités ".

Parmi les mesures prises dans le cadre du traitement de ce scandale, elle a indiqué que les élèves de la première année moyenne à travers tous les collèges sont tenus de ramener leurs livres aujourd'hui et les remettre à leurs enseignants . Ces derniers vont les rendre, à leur tour, aux directeurs des établissements.

Par la suite, les livres corrigés seront remis aux élèves deux ou trois jours après, une opération qui prendra fin jeudi prochain selon la ministre. Ce n'est pas tout car Mme Benghabrit ne veut de mauvaises surprises dans l'avenir et pour cela, elle a annoncé une nouvelle méthode portant, " contrôle à toutes les étapes avant que les livres ne soient remis aux élèves pour éviter la réédition de ce scénario durant la confection des livres scolaires de la deuxième génération pour les autres niveaux ".

N.B.

Zone d'Alguergarat (Sahara Occidental)

L'ONU propose un déploiement exclusif de la Minurso

Les Nations Unies ont proposé un déploiement exclusif des forces de la Minurso dans la zone d'Alguergarat au Sud ouest du Sahara occidental, où le Front Polisario et le Maroc maintiennent leurs positions à 120 mètres des uns des autres.

L'ONU a proposé le retrait des forces du Polisario et du Maroc de cette région tampon et le déploiement permanent et exclusif des forces de la Minurso, a indiqué le porte parole du SG de l'ONU, Stéphane Dujarric au cours de son point de presse quotidien.

Interrogé sur les détails de la proposition de Ban Ki-moon concernant la construction par le Maroc d'une route traversant les territoires sous contrôle du Front Polisario, M. Dujarric a répondu qu'elle ½ comprenait le retrait des forces armées des deux camps et le maintien d'une présence exclusive de la Minurso dans cette région.

La proposition est sujette cependant à l'approbation des deux parties du conflit que sont le Front Polisario et le Maroc, a-t-il précisé, en affirmant que la reprise des hostilités n'est dans l'intérêt d'aucune partie.

Le porte parole a omis de donner des détails sur la proposition du secrétariat général d'achever la construction de cette route, contestée par le Front Polisario car violant l'accord de cessez- le feu de 1991.

Le Conseil de sécurité a rejeté la semaine dernière cette proposition, qui est en contradiction avec la position antérieure de l'ONU sur ce projet. L'ONU avait déjà considéré dans trois rapports précédents ces travaux comme une violation de l'accord de 1991.

Le Maroc avait entamé en août dernier les travaux de balisage de ce tronçon d'une longueur de 3,8 Km, devant relier la zone d'Alguergarat à la Mauritanie en menant également dans la région une prétendue opération sécuritaire sans avertir au préalable la Minurso.

La situation sécuritaire dans la zone d'Alguergarat reste tendue, selon l'ONU, malgré les efforts de médiation de la Minurso (mission de l'Onu pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental).

Les deux camps ont maintenu leurs positions à environ 120 mètres les uns des autres.

Les Nations Unies redoutent en effet ½ une reprise des hostilités, avec un risque d'implications régionales ", avait avertit le porte parole.

Stéphane Dujarric a, par ailleurs, refusé de commenter une plainte du Maroc qui a contesté le fait que le représentant du Front Polisario, Ahmed Boukhari, tienne une conversation dans l'enceinte de l'ONU avec Moncef Khan secrétaire de la troisième commission chargée des questions liées aux affaires humanitaires et aux droits de l'homme.

" Je ne vais pas commenter ce cas particulier (à) de toute évidence et je pense qu'en règle générale le personnel des Nations Unies est libre de parler à quiconque ici dans ce bâtiment ", a-t- il dit, refusant d'alimenter la spéculation sur cette affaire.

Reda A.

Trafic de drogue et kidnapping d'enfants

El Islah pour l'application de la peine de mort

Le secrétaire général du Mouvement El-Islah, Djilali Ghouini a réitéré, hier à Alger, la participation de son parti aux prochaines échéances électorales qu'il a qualifié d'opportunité de dialogue pour les différentes composantes politiques.

Dans une allocution d'ouverture de la session ordinaire du Bureau national d'El-Islah, M. Ghouini a estimé que la participation de son Mouvement aux prochaines échéances électorales était "une opportunité pour dialoguer avec ceux qui ont des idées différentes à travers des canaux officiels pour que le dialogue ne reste pas confiné à la sphère médiatique. D'autre part, M. Ghouini a réitéré l'appel de son mouvement à "l'application du Qissas (peine capitale) et à ne pas céder aux pressions extérieures, notamment pour le trafic de drogue et le kidnapping d'enfants, un fléau qui terrorise la société, a-t-il ajouté. Il a appelé, dans ce sillage, à "mettre l'école à l'abri des tractations politiques et idéologiques", proposant à cet effet "la mise en place d'un conseil supérieur de l'éducation regroupant des experts et des académiciens pour se pencher sur les faiblesses et y remédier".

R. N.

Elections législatives

L'ANR prêt pour des alliances

L'Alliance nationale républicaine (ANR) milite pour une école "moderniste, républicaine et ouverte aux exigences de l'heure", a soutenu samedi à Alger le secrétaire général de cette formation politique, Belkacem Sahli.

"Nous avons une vision moderniste et républicaine de l'école qui soit ouverte sur les exigences de l'heure, produisant un citoyen et un élève ancré dans les différentes dimensions de l'identité nationale", a-t-il indiqué lors d'un point de presse, en marge d'une réunion du bureau national du parti et de la commission nationale de préparation du congrès.

Il a, dans ce cadre, salué le travail accompli par le secteur de l'Education notamment en matière de stabilité et du climat de dialogue, fustigeant, au passage, le courant qui veut bloquer l'évolution de l'école algérienne.

Evoquant les législatives de 2017, M. Sahli a indiqué que son parti s'attelait organiquement à la préparation de cet événement important avec l'organisation des congrès régionaux et du congrès du parti en novembre ou décembre prochains pour l'élection de la nouvelle direction, ajoutant que son parti était prêt à contracter des alliances lors de ces prochaines joutes électorales.

"Mais concrètement, nous allons faire des sorties sur le terrain pour sensibiliser la population et lui expliquer nos positions et notre programme. Nous aspirons à avoir une place de choix dans l'échiquier politique national à l'issue de ces législatives", a-t-il assuré.

T. A.

Accusées d'escroquerie

Gel des activités d'une dizaine d'agences de voyage

Cette mesure, a été prise suite au non respect du cahier de charges et des normes en vigueur à l'échelle nationale et internationale. Aucune plainte n'a été formulée jusqu'à présent contre des agences de voyage concernant le hadj.

Par M. Ait Chabane

Le coup de balai tant attendu parmi les agences de voyage semblent entrain d'être effectué. Sans la wilaya d'Alger, une dizaine d'agences de voyage ont vu leurs activités gelées pour non respect du cahier de charges et escroquerie à l'égard de leurs clients. Selon Salah Benakmoum, directeur du tourisme de la wilaya d'Alger, les services de la Direction du tourisme de la capitale ont procédé, en 2016 (jusqu'à mi septembre en cours), au gel des activités d'une dizaine d'agences de voyage, et ce dans le cadre de ses mesures visant à assainir le secteur, à améliorer la performance des agences de voyage et à développer les prestations touristiques. Les causes ayant induit le gel des activités de ces agences, explique-t-il, sont l'escroquerie et la fausse déclaration à l'égard des clients concernant la qualité des prestations.

Cette mesure, explique-t-il, a été prise suite au non respect du cahier de charges et des normes en vigueur à l'échelle nationale et internationale. Le responsable a précisé toutefois qu'aucune plainte n'a été formulée jusqu'à présent contre des agences de voyage concernant le hadj.

"Les propriétaires de ces agences font de fausses promesses à leurs clients concernant la qualité des prestation (prix, hébergement, transport et autres) qui s'avèrent être le contraire de ce qui a été convenu, ce qui représente, a-t-il dit, une violation des termes de l'accord", a souligné M. Benakmoum, cité par l'APS.

"De tels agissements portent atteinte à la réputation des agences de voyage qui travaillent sérieusement depuis des années dans le but de fournir des prestations de qualité à leurs clients", a-t-il ajouté.

Suite aux plaintes déposées par les clients escroqués, une enquête est menée par une commission composée d'inspecteurs de la direction du tourisme suite à laquelle des mesures sévères sont prises à l'encontre des contrevenants à savoir le gel des activités, la mise en demeure et la fermeture, a expliqué le responsable qui a ajouté que l'objectif étant de protection des droits du client.

Bien que le responsable ait reconnu qu'il y avait plusieurs agences professionnelles qui répondent aux conditions exigées, force est de relever que les cas d'escroquerie sont légions. Bénéficiant jusque là, d'une véritable impunité, des agences de voyage promettent monts et merveilles à leurs clients, avant de les abandonner une fois l'argent encaissé. Des histoires touristes ayant vécu le cauchemar sont légion. Certains loue dans des hôtels 4 étoile et se trouve logés dans des chambres infect parmi les cafards et les rats. Le dernier scandale, survenu au hadj lorsqu'un groupe de pèlerins a été escroqué par une agence de voyage n'est qu'une mésaventure parmi bien d'autres. Tellement médiatisé et ayant fait réagir de hauts responsables, les services du tourisme ont décidé de sévir. Cependant force est de relever que ces pratiques ne se limitent pas qu'à Alger mais concerne toutes les wilayas du pays d'où la nécessité d'une vérifiable opération d'assainissement. Le nombre des agences de voyage activant au niveau de la wilaya d'Alger est de 500 agences sur 1200 agences à l'échelle nationale, a indiqué l'intervenant qui a ajouté que ces agences offraient 800 postes de travail. M. Benakmoum a reconnu un déficit en matière d'infrastructures hôtelières qui sera, a-t-il assuré, résorbé à la faveur du lancement de 60 projets dans la wilaya d'Alger, qui compte 182 hôtels avec une capacité d'accueil de 20.000 lits, offrant 9000 postes de travail.

La concrétisation des 60 projets lancés récemment permettra d'atteindre une capacité d'accueil de 12.000 lits, soit un total de 32.000 lits, et la création de 8000 nouveaux postes de travail.

Nous aspirons atteindre plus de 50.000 lits pour faire face au déficit enregistré et garantir des prestations de qualité qui soient au niveau des standards mondiaux.

En 2016, la wilaya d'Alger a enregistré plus de 500.000 touristes sur un total de 2 millions, a-t-il indiqué.

M. A. C.

Usine de montage de camions à Mascara

Lancement des travaux de construction

Les travaux de construction d'une usine de montage de camions de marque "Scania" ont été lancés dernièrement dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris samedi du directeur de l'entreprise chargée du projet.

Le directeur de l'entreprise "Attifi", Mohamed Mezoughi a souligné que le projet, qui s'inscrit dans le cadre d'un investissement conjoint entre le groupe "Mezoughi" et la entreprise "Scania Algérie" à travers sa société fondée par les deux partenaires, est entré en phase de réalisation après l'achèvement des études de génie et technique, l'acquisition du terrain propice dans la nouvelle zone industrielle de la commune de Oggaz et du permis de construire. Une demande d'agrément a été déposée à la première semaine de septembre au niveau du ministère de l'Industrie et des Mines. Le premier camion de l'usine sortira dans un an après l'obtention de l'agrément.

L'usine, nécessitant un montant de 1,5 milliards DA, prévoit la production de 1.200 camions dans les 1ère et 2ème années pour accroitre, voire plus tard une augmentation suivant la demande locale et étrangère. L'entreprise devra exporter une partie de sa production vers des pays africains.

Le groupe "Mezoughi" oeuvre, selon son directeur général, à bénéficier du réseau de sous-traitance créé actuellement au niveau de l'ouest du pays dans le cadre des projets d'industrie mécanique pour accroitre progressivement le taux d'intégration nationale.

Parallèlement avec le lancement des travaux, une session de formation de 105 employés qui seront recrutés par l'usine sera lancée et supervisée par des techniciens de la société mère en Suède qui encadreront des travailleurs et techniciens algériens dans les premières années de production.

Pour rappel, le groupe Mezoughi compte huit filiales dans plusieurs domaines dont celui des travaux publics et bâtiment employant 2.300 travailleurs.

T. K.

Gestion de l'eau

Renouvellement du contrat avec Suez environnement

Le gouvernement a décidé de renouveler le contrat de gestion déléguée des services de l'eau et d'assainissement des wilayas d'Alger et de Tipaza avec la société française Suez Environnement, a indiqué samedi le ministre des Ressources en eau et de l'environnement, Abdelkader Ouali.

Interrogé par la presse si le contrat, arrivé à expiration en août dernier, allait être renouvelé, le ministre a répondu par l'affirmative en précisant que la durée de ce partenariat sera de deux (2) années.

S'exprimant en marge d'une réunion avec des cadres de son secteur, M. Ouali s'est gardé de donner plus de détails sur ce contrat renouvelé qui est le troisième du genre à avoir été décroché par Suez Environnement en Algérie depuis plus de 10 ans.

Signé en 2005 sous forme de gré à gré, le contrat de gestion déléguée du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) et celui d'assainissement de la capitale et de la wilaya de Tipaza avait été renouvelé en 2011 avec une date d'expiration prévue pour août 2016.

Ce contrat avait permis la création de la Société des eaux et d'assainissement d'Alger (Seaal) de droit algérien dont les actions sont réparties entre l'Algérienne des eaux (ADE), l'Office national de l'assainissement (ONA) et Suez Environnement.

Ces trois partenaires se sont associés pour fournir à Alger des services d'eau, d'assainissement et de gestion de la clientèle équivalents aux référentiels internationaux, avec un objectif consistant à offrir aux usagers un accès à l'eau potable 24h/24 sur 7j/7 et à améliorer significativement le service d'assainissement de la ville, ainsi que le transfert de savoir-faire de Suez Environnement aux équipes de Seaal.

H. A.

Futur techno-parc régional d'Oran

Adoption du plan d'aménagement

Le plan d'aménagement du techno-parc régional d'Oran a été adopté samedi à Oran lors d'une rencontre présidée par le wali et en présence du Directeur général de l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT), du Directeur de l'urbanisme et de la construction, et du représentant du bureau d'études.

"L'option retenue est celle de la réalisation d'un techno-parc ouvert, moderne et fonctionnel, de même style que les cyber-parcs existants à travers le monde représentant un écosystème propice à la créativité", a indiqué à la presse le DG de l'ANPT, Abdelhakim Bensaoula, soutenant que le techno-parc d'Oran sera un lieu de développement et de tests de nouvelles technologies de l'information, de la communication et de numérisation.

Le responsable de l'ANPT a annoncé le récent lancement d'un incubateur au niveau de l'Institut des télécommunications "Abdelhafid Boussouf "d'Oran, ouvert aux étudiants en télécommunications et les chercheurs.

Cette structure, dotée en équipements appropriés et conçue pour le développement des applications technologiques et du contenu local dans le domaine des TIC, sera une opportunité supplémentaire pour impulser la création des PME innovantes, attirer les investissements en la matière et favoriser les transferts technologiques, a expliqué le même responsable.

Par ailleurs, Abdelhakim Bensaoula a annoncé que 25 porteurs de projets d'investissement dans ce créneau ont exprimé, pour l'heure, leur intérêt pour la création d'entreprises et ce, en dehors des dossiers déposés par des opérateurs tels que Mobilis, Algérie Télécoms, Algérie Télecoms Satellite et Djezzy pour accompagner la réalisation de ce techno-parc.

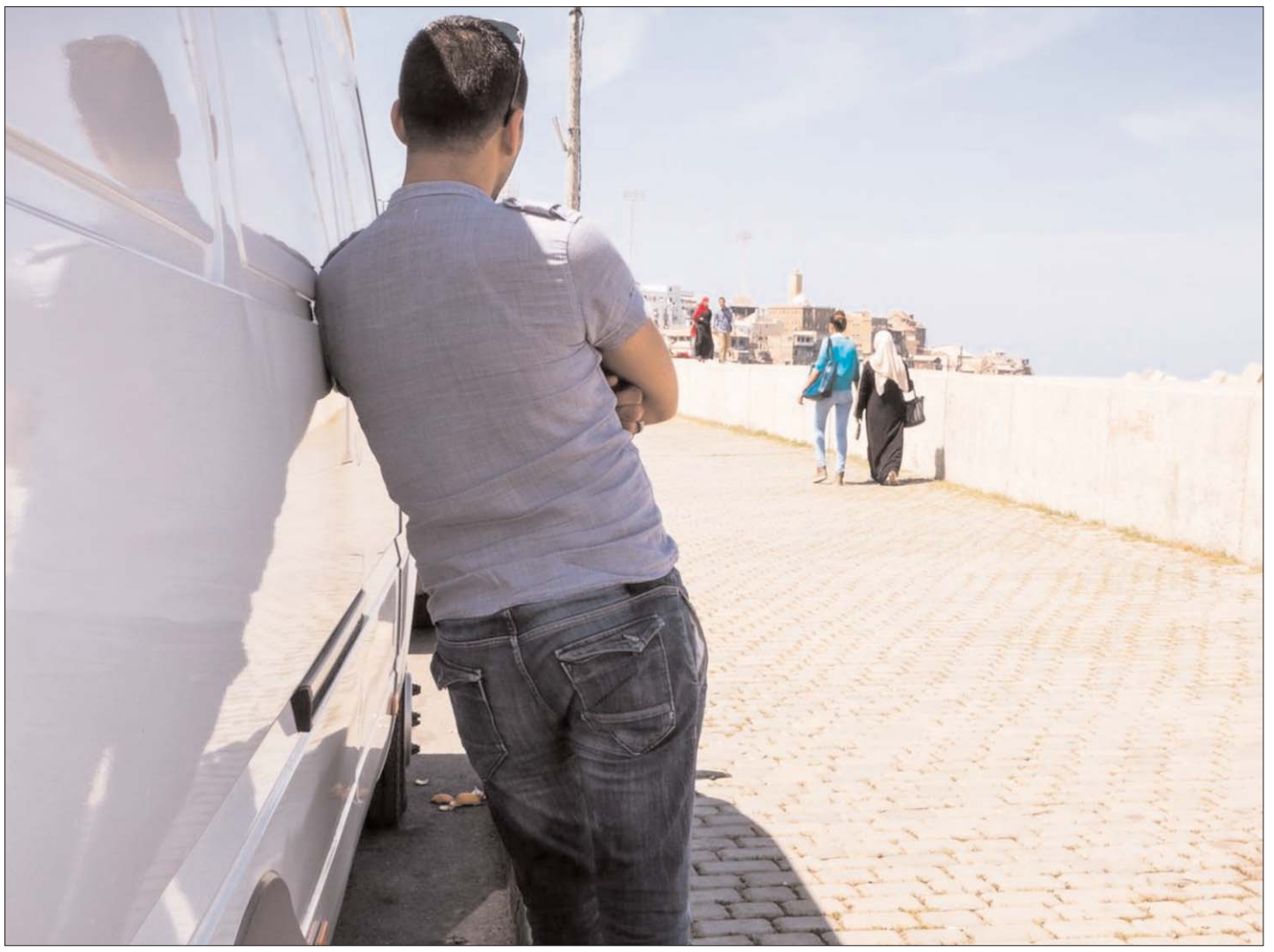
Au moins, 80 lots seront affectés aux investisseurs dans le domaine des NTIC au niveau de ce techno-parc d'Oran, fort d'une superficie de 32,1 hectares. Il sera doté de structures d'accompagnement et de formation, a-t-on indiqué de même source.

R. N.

Emploi et chômage à l'ombre de la crise financière

Les voies et les contraintes d'un nouvel essor

Les signes extérieurs de la crise économiques sont encore quelque peu discrets, mais, ils sont là, avec les interrogations et les angoisses qu'ils installent dans les foyers et les ménages les plus vulnérables.



Par Saâd Taferka

Déjà, les augmentations des taxes sur les carburants et l'électricité, effectives depuis janvier 2016, ont été mal reçues et mal vécues par les franges les plus fragiles de la société : modestes journaliers, petits fonctionnaires, chômeurs,…etc. La loi de finances 2017, du moins dans sa mouture initiale d'avant-projet, prévoit de faire procéder à de nouvelles augmentations dans les mêmes produits et au-delà. En toute apparence, pour renflouer le budget de l'Etat, le gouvernement sera amené à élever les montants des impôts sur le revenu global, ce qui équivaudra à la diminution du salaire net des travailleurs. D'autres taxes et impôts toucheront aussi les transactions immobilières et foncières, outre d'éventuelles suppressions de subventions concernant certains produits dont les prix sont soutenus par des fonds publics.

Face à la recherche effrénée de l'argent par le gouvernement, afin de rééquilibrer, ne serait-ce que très partiellement, le budget de l'Etat, plusieurs interrogations taraudent l'esprit des Algériens, et particulièrement des catégories aux revenus fixes et des chômeurs. La première est de savoir ce que sont devenus les discours sur les nouvelles alternatives économiques consistant à imaginer des ressources autres que celles des hydrocarbures, ayant aujourd'hui perdu la cote sur les marchés mondiaux. La seconde interrogation est celle de savoir qu'elle est la part de justice sociale qui va présider aux nouvelles mesures d'austérité, même si le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, récuse, à tort d'ailleurs, ce terme. La justice sociale, aux yeux des catégories sociales les plus fragiles, consiste par exemple à instaurer des impôts sur les grandes fortunes, à soumettre à une fiscalité adéquate les constructions somptueuses et les grandes propriétés foncières inexploitées, à lutter efficacement contre le secteur informel, lequel échappe complètement aux impositions fiscales et parafiscales. Ces mesures, si un jour elles arrivent à s'imposer au niveau du gouvernement, ne serviraient pas seulement à consacrer cette justice sociale qui consiste à partager le fardeau de la crise, mais également à s à mieux alimenter le budget de l'Etat et à aider à l'installation d'entreprises de production dans le cadre de la diversification économique.

Ces aspects sociaux, voire moraux, de la gestion des conséquences de la crise des revenus pétroliers, n'échappent pas totalement à l'attention du gouvernement ; néanmoins, ce dernier, pris dans l'engrenage d'une crise multidimensionnelle et par les lobbies de la rente et de l'import-import, semble être encore à la recherche de ses marques. Entre le discours et la pratique, il y a comme un hiatus généré par des pressions multiples.

Un taux de chômage controversé

Mais, le signe le plus visible des avertissements de la crise, est sans doute celui des difficultés grevant l'emploi. Le taux de chômage, publié le mois dernier par l'Office national des statistiques (Ons), soit 9,9 % de la population active, a été fort controversé. Il a fait l'objet d'une discussion critique de la part des analystes du fait qu'on annonce la diminution du chômage -soit mois de 2% par rapport à septembre 2015- au moment où tous les clignotants sont, au moins, à l'orange. Plusieurs centaines d'emplois ont été perdus entre-temps. Des dizaines d'ateliers et de fabriques ont congédié une partie du personnel. Les chantiers du BTPH, qui avaient supporté le plus gros poids des recrutements pendant les trois plans quinquennaux passés, n'ont plus de plans de charge comme auparavant. Des centaines de projets d'équipement sont annulés ou gelés. Même les restrictions ayant touché le budget de fonctionnement (matériel bureautique, consommable, pièces détachées, restauration,…) a eu ses répercussions négatives sur les fournisseurs habituels des administrations et établissements publics. Avec la chute des commandes de l'Etat, un grand nombre de ces fournisseurs se verront dans l'obligation de changer de métier.

Dans la fonction publique, les emplois les plus immédiatement menacés sont ceux des postes de pré-emploi. Presque un million de postes sont occupés, sans aucune idée sur les horizons qui les attendent. On parle du non-renouvellement d'un demi-million de contrats qui arriveront à terme en décembre prochain.

Indéniablement, la bataille de l'emploi est appelée à devenir le credo de l'action immédiate du gouvernement. Les chaînes humaines qui se forment ces dernières semaines devant les guichets de l'Agence nationale de l'emploi (Anem), sont l'illustration parfaite de la crise de l'emploi et du grand déséquilibre entre l'offre et la demande. Un déséquilibre visible non seulement sur le plan quantitatif, mais aussi sur le plan des profils de formation qui ne correspondent pas toujours aux besoins précis de l'appareil économique.

L'on a beau reprocher au gouvernement de travailler dans la hâte et de répondre presque dans la panique aux revendications de la jeunesse il ne pouvait en être autrement dans un pays où les problèmes sociaux ont tendance, dans leur exponentielle progression, à évoluer vers une grave dérive qu'aucune mesure d'ordre policière ne saurait maîtrise ou arrêter.

Accroissement du travail précaire

L'aisance financière est "officiellement" morte, pour le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui appelle à faire l'effort de s'en sortir avec les autres potentialités dont regorge le pays. Sans doute, c'est là un discours plusieurs fois ressassé, aussi bien par les gouvernants que par des analystes de la scène économique nationale, mais qui tarde à se traduire en acte. La crise des recettes pétrolières, qui a commencé à l'été 2014, pourra-t-elle servir de déclic, maintenant que ses effets commencent sérieusement à être ressentis, aussi bien dans le pouvoir d'achat qui baisse à vue d'œil que sur le plan de l'emploi qui connaît aujourd'hui ses moments les plus tendus depuis la fin des années 1990. Entre cette dernière date et 2014, l'Algérie a investi plus de 600 milliards de dollars dans les infrastructures et les équipements publics, sans qu'il y ait eu une "révolution" dans l'emploi. L'écrasante majorité des emplois crées, dont les bilans du gouvernement font souvent étalage, sont des chantiers temporaires des projets de construction de routes, chemins de fer, logements, édifices publics,…etc. Il n'y avait pas une politique de l'entreprise qui pouvait orienter l'investissement vers a production des biens et services en dehors des hydrocarbures. Il se trouve que même les emplois temporaires crées sur les chantiers relèvent, en grande partie, d'entreprises étrangères ou mixtes qui ont contracté des marchés publics avec l'administration algérienne dans le cadre des plans quinquennaux.

Ce fut un véritable paradoxe que l'Algérie n'ait pas pu créer un nombre suffisant d'entreprises de production et d'emplois stables pendant toute la durée de la fameuse aisance financière.

Dans la phase cruciale que traverse l'économie algérienne depuis plus deux ans, les emplois stables se font de plus en plus rares, et les emplois précaires semblent prendre de l'ampleur. C'est ce qui a été révélé par le bilan établi en avril 2016 par l'Office national des statistiques, qui note: "On relève une progression significative des salariés non permanents avec un solde positif de 267 000 par rapport à septembre 2015, une légère régression des salariés permanents (-70 000), et une légère hausse du volume de l'auto-emploi (+66 000). La structure de l'emploi, selon le secteur, d'activité fait ressortir que le secteur des services marchands et non marchands absorbe 61,7% de la main-d'œuvre totale, suivi par le BTP (16,6%), l'industrie (13,0%) et enfin l'agriculture (8,7%)".

Le même bilan établit que la répartition des chômeurs selon le diplôme obtenu fait ressortir que 639 000 chômeurs n'ont aucun diplôme, soit 53,3% de l'ensemble de la population en chômage. Les diplômés de la formation professionnelle en constituent 24,1%, alors que les diplômés de l'enseignement supérieur en forment 22,6%.

Le défi de la formation et de l'insertion professionnelle

Ces chiffres sont assez explicites quant à la nature du chômage qui affecte une partie de la jeunesse algérienne, mettant en relief l'importance du diplôme dans l'insertion professionnelle, du fait que les technologies, les techniques, les pratiques dans les ateliers et sur les chantiers de travaux sont en train d'évoluer à une vitesse foudroyante. De même, le déficit d'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur-pourtant, en partie, résorbé par l'affectation d'universitaires en pré-emploi vers la fonction publique et les entreprises publiques-trouve son explication dans le manque d'adéquation entre les profils des diplômés et les besoins réels de l'appareil économique et des entreprises. Là, la question demeure cruciale, d'autant plus que la population universitaire atteint, à la rentrée 2016, plus de 1,5 millions de personnes et que l'Université algérienne peine à être citée quelque part dans les classements régionaux ou mondiaux des meilleures universités.

Sur un autre plan, le bilan de l'Ons fait ressortir aussi que, en moyenne, deux tiers des chômeurs sont des chômeurs de longue durée (cherchant un poste d'emploi depuis une année ou plus). Cette donnée renseigne sur la lenteur du rythme de création d'emplois, particulièrement au cours des deux dernières années.

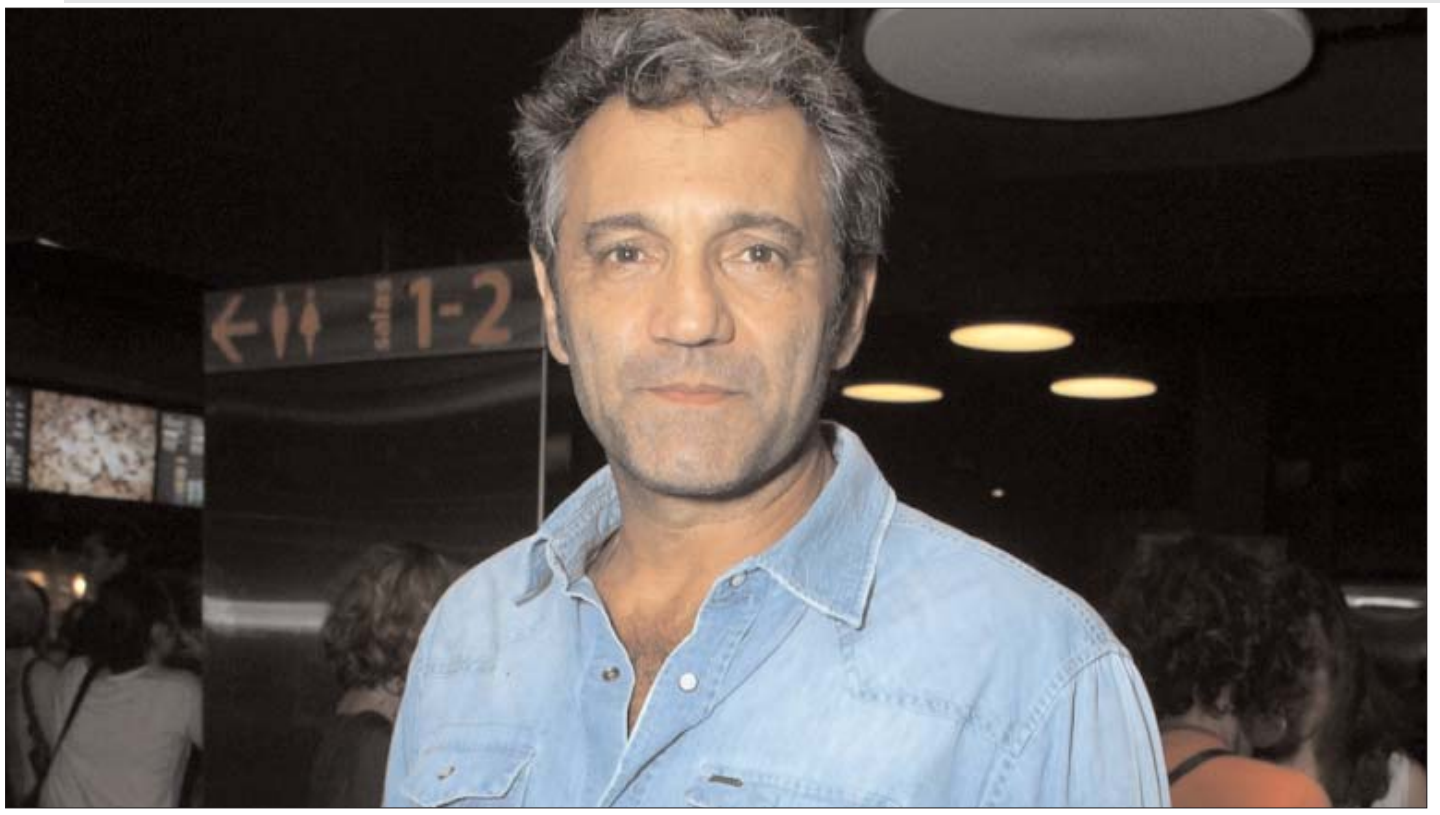
Bien entendu, la partie informelle de l'économie et de l'emploi- avec le travail des enfants mineurs, l'absence de déclarations sociales, les licenciements intempestifs, les maladies professionnelles non couvertes par la sécurité sociale,…etc.,- ne figure pas dans le tableau des statistiques nationales. Ce qui conduit à des données et des agrégats quelque peu tronqués ou biaisés, lorsqu'ils sont consolidés à l'échelle de toutes les activités du pays et de toutes les catégories de la population.

S. T.

Brésil

Vive émotion après la noyade d'une star de telenovela

Le décès par noyade de l'un des acteurs les plus populaires du Brésil sur les lieux du tournage de la telenovela suivie chaque soir par des millions de Brésiliens suscitait vendredi une vive émotion dans le pays : son personnage avait justement frôlé la mort dans ce fleuve.



A l'apogée de sa gloire, le séduisant Domingos Montagner, 54 ans, qui avait le rôle principal dans la série "Velho Chico" diffusée sur une des chaînes de Globo a plongé jeudi... vers la mort dans une triste coïncidence où la réalité dépasse la fiction.

Après avoir tourné l'une des dernières scènes de la telenovela qui prend fin dans 15 jours et se déroule dans le nord-est, l'acteur a décidé d'aller se baigner avec sa partenaire dans la série, Camila Pitanga.

Ils ont plongé dans le fleuve Sao Francisco qui traverse la région, surnommé par les habitants "Velho Chico".

Les deux acteurs ignoraient se trouver dans l'un des endroits les plus dangereux du fleuve et ont été surpris par le courant. L'actrice a réussi à se réfugier sur un rocher : "J'ai essayé à deux reprises de lui tenir la main mais la force du courant l'a entraîné", a-t-elle raconté aux autorités.

Désespérée, elle criait pour demander du secours mais les habitants ont tardé à réagir, pensant qu'il s'agissait d'une scène du tournage.

"Velho Chico" met en scène les luttes de pouvoir entre deux familles de propriétaires terriens, dans les années 1970.

Domingos Montagner interprétait Santo, qui dans un épisode disparaissait dans ce même fleuve après avoir été blessé par balles.

Mais dans la fiction il finissait par être repêché par une tribu indigène et ressuscité par l'amour de Tereza (Camila Pitanga).

- Malédiction -

Dès l'annonce de sa disparition jeudi après-midi, avant même que sa mort ait été confirmée - elle le serait quatre heures plus tard quand son corps a été retrouvé coincé à 30 mètres de profondeur - anonymes et personnalités se sont emparés des réseaux sociaux. Ils y disaient leur inquiétude puis leur peine et leur admiration.

"C'est la perte d'un collègue merveilleux et d'un acteur gigantesque", a réagi le journaliste Carlos Henrique Schroder.

"Tant d'admiration pour toi. Je vais la garder avec moi pour toujours", a publié l'actrice Deborah Secco.

Certains sont même allés jusqu'à attribuer la tragédie "à une malédiction du Sao Francisco", selon une légende de la région.

En avril, un autre acteur de cette série suivie chaque soir par des millions de téléspectateurs, Umberto Magnani, 75 ans, qui interprétait un curé, était mort d'un AVC.

La disparition de Montagner a pris le devant de l'actualité brésilienne jusque-là dominée par le feuilleton de la crise politique.

Au même moment jeudi, l'ancien président Lula, icône de la gauche latino-américaine, attribuait ainsi les graves accusations de corruption à son encontre à la volonté des "élites" de "détruire" sa vie politique, après la destitution controversée de sa dauphine Dilma Rousseff, le 31 août.

"Comme dans un feuilleton, ils ont créé un épilogue : ils ont élu (Michel) Temer, destitué Dilma Rousseff et maintenant ils veulent détruire la vie politique de Lula", a clamé l'ex-président (2003-2010) dans une conférence de presse retransmise en direct à la télévision.

Marié et père de trois jeunes enfants, Domingos Montagner, né à Sao Paulo, avait commencé sa carrière dans le cirque. Il est arrivé tardivement à la télévision en 2008 et en 2011 il était l'un des acteurs les plus populaires du pays, jouant le rôle principal de plusieurs telenovelas de Globo.

Avec plus de 2.500 heures de programmes et feuilletons produites chaque année, Globo détient un record mondial.

Ces telenovelas sont traduites en plus de 30 langues et diffusées dans plus de cent pays, selon Globo.

AFP

Italie

Renzi réitère ses critiques contre l'UE et l'austérité budgétaire

Le chef du gouvernement italien Matteo Renzi a réitéré hier ses critiques contre l'austérité budgétaire, au lendemain du sommet européen de Bratislava au cours duquel il a manifesté sa mauvaise humeur.

Il s'agit d'une "recette fausse" choisie par l'Europe ces cinq dernières années, pendant que les Etats-Unis faisaient le "juste" choix d'investir, a-t-il dit lors d'une conférence à Florence (centre).

L'Italie respecte les règles du Pacte de stabilité sur la discipline budgétaire, qu'il a jugé vendredi "sans avenir", mais elle a aussi le droit de dire que ces règles "ne fonctionnent pas et travailler à les changer".

L'Italie n'est pas prête "à faire semblant de rien et servir de feuille de vigne pour les autres", a-t-il encore dit.

Vendredi, il avait refusé de participer à une conférence de presse commune entre le président français François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel, affirmant ne "pas partager les conclusions du sommet de la même manière qu'eux".

La presse italienne spéculait samedi sur les raisons de la grogne de M. Renzi. Pour le Corriere della sera, cette soudaine colère est surtout dictée par un calcul de politique intérieure, à quelques semaines d'un référendum, crucial pour son avenir politique.

"Je ne crois pas qu'il soit juste que l'Italie fasse semblant de rien quand les choses ne s'améliorent pas", a-t-il affirmé à Florence.

En Slovaquie, comme lors de précédents rendez-vous européens, "on s'est dit plus ou moins les mêmes choses", a affirmé M. Renzi pour qui il était au contraire urgent d'avancer sur le dossier de l'immigration et de la croissance économique.

Pour M. Renzi, l'Italie est livrée à elle-même dans la crise migratoire et les solutions qu'elle avance ne sont pas suffisamment prises en compte.

"Est-ce qu'on va comprendre que s'il est juste de sauver tout le monde en mer, il n'est pas possible d'accueillir tout le monde seulement dans les Pouilles ou en Sicile", dans le sud de l'Italie, a lancé le chef du gouvernement italien.

Dès lors, soit "on accepte la thèse italienne et on va en Afrique, on fait des accord de coopération internationale (...) et on bloque les départs en créant des occasions de développement ou alors on dit clairement qu'on est en train de perdre son temps", a-t-il insisté.

A Bratislava, "ils ont apporté un document (de travail) dans lequel on ne parlait même pas de l'Afrique", a-t-il encore déploré. ***AFP***

Après le passage de Meranti

Nouvelle alerte cyclonique en Chine

Une nouvelle alerte cyclonique a été lancée samedi en Chine à l'approche du typhon Malakas, deux jours après le passage de Meranti, qui a fait 14 morts dans les provinces du Sud-Est et à Taiwan, rapporte l'agence de presse Chine nouvelle.

Il s'agit du 16e typhon de la saison et l'alerte a été classée jaune, c'est à dire au deuxième niveau d'une échelle qui en compte quatre (bleu, jaune, orange et rouge).

De fortes pluies sont attendues samedi et dimanche sur le littoral des provinces de Zhejiang et de Fujian, ainsi qu'à Taiwan, déjà balayées par Meranti.

Le typhon, d'une puissance sans précédent cette année qui a abordé les côtes chinoises jeudi, a fait sept morts dans le Fujian, six dans le Zhejiang et une à Taiwan, selon Chine nouvelle.

Reuters

Prix Nobel de la paix

Desmond Tutu de nouveau hospitalisé

L'ancien archevêque sud-africain Desmond Tutu, 84 ans, prix Nobel de la paix, a été de nouveau admis hier à l'hôpital du Cap après en être sorti mercredi, a annoncé sa famille.

Il avait été hospitalisé le 24 août pour subir une petite intervention chirurgicale à la suite d'une infection tenace.

"L'archevêque a été de nouveau admis samedi par précaution, car la cicatrisation post-chirurgicale donne des signes d'infection", précise sa famille dans un communiqué.

Sa femme, Leah Tutu, a exprimé "sa grande reconnaissance pour les prières et le soutien" apportés à Desmond Tutu.

Figure de la lutte anti-apartheid et compagnon de route de Nelson Mandela, premier président noir de l'Afrique du Sud, Desmond Tutu suit depuis près de vingt ans un traitement contre un cancer de la prostate.

AFP

Zones éloignées de Tissemsilt

Prise en charge du chauffage dans les écoles avant l'hiver

Le chauffage dans les écoles primaires des zones éloignées de la wilaya de Tissemsilt sera pris en charge avant l'hiver prochain, a annoncé jeudi le wali.

Lors d'une rencontre avec les citoyens dans le cadre d'une visite d'inspection dans la commune de Boukaid, M. Abdelhamid El Ghazi a souligné que le chauffage dans les écoles primaires de la wilaya sera pris en charge avec l'apport du gaz butane en collaboration avec la société Naftal. Il a affirmé que l'Etat a fourni d'importants moyens matériels pour assurer le chauffage et le transport à la population scolaire. Par ailleurs, le wali a insisté sur le développement du tourisme dans cette commune soulignant que les autorités de la wilaya ont accordé des facilités administratives à l'investissement dans ce secteur. Le premier responsable de la wilaya a appelé également les jeunes de la commune à concrétiser des projets d'investissement dans le cadre des différents dispositifs de soutien à l'emploi.

Des citoyens de la commune et des zones rurales ont soulevé leurs préoccupations liées au raccordement au réseau du gaz de ville, l'électrification rurale, l'AEP, l'assainissement et la réalisation d'un nouveau lycée. Cette visite d'inspection a permis la mise en service du réseau d'AEP aux centres ruraux de Beni Boudjemaa et Krouche au profit de 360 maisons, en plus de deux projets d'alimentation des douars de El Hetail en eau potable, la réalisation de logements de fonction et dix magasins.

Le wali a également inspecté les travaux d'aménagement urbain de la sortie-sud de la ville avant d'inaugurer la nouvelle place publique portant le nom du chahid Djillali Bounaama.

En outre, il s'est enquis du projet de réalisation du nouveau siège d'APC et du taux d'avancement des travaux du projet d'un complexe sportif dans la forêt d'Ain Antar.

Il a enfin visité l'entreprise nationale des produits non ferreux spécialisée dans la fabrication du baryte riche.

H. O.

Tizi-Ouzou

Plus de 5700 arbres fruitiers partis en fumée

Quelque 5716 arbres fruitiers, dont une majorité d'oliviers, sont partis en fumée dans la wilaya de Tizi-Ouzou, suite à des incendies qui se sont déclarés à travers les différentes localités durant la période allant de juillet à août derniers , a-t-on appris vendredi auprès de la Protection civile.

Selon le chargé de communication de cette institution, le Capitaine Kamel Bouchakour, un bilan couvrant la période allant du premier juin au 31 août 2016, fait ressortir que le mois de juin a été plutôt clément puisque aucun arbre fruitier n'a été brûlé. Les plus importantes pertes ont été enregistrées en juillet durant lequel 3269 arbres fruitiers ont été détruits par des incendies, contre un total de 2447 arbres ravagés par les flammes en août, a-t-on indiqué de même source. S'agissant des dégâts occasionnés par le feu au couvert végétal, pendant la période signalée, le même bilan fait état de l'enregistrement d'un total de 162 incendies ayant détruit une superficie végétale globale de près de 665,5 ha, dont 163,5 ha de forêts, 148 de maquis, 354 de broussailles et 4,5 de récoltes.

Les localités les plus touchées par ces incendies sont celles dotées d'un dense couvert végétal dont Yakourene, Draa El Mizan, Azazga, Bouzguene et Beni Douala, a relevé le Capitaine Bouchakour.

Y. O.

Ouargla

Renforcement du transport scolaire

Une enveloppe de 150 millions DA a été accordée cette année à la wilaya d'Ouargla pour renforcer le transport scolaire, a-t-on appris des services de la wilaya. Ce financement, qui représente une aide du ministère de l'Intérieur et des collectivités locales pour la prise en charge de la question du transport scolaire, sera orienté vers les charges de location de bus et de maintenance de la flotte de transport scolaire appartenant aux communes, a-t-on précisé. Toujours dans le cadre du transport scolaire, la rentrée scolaire cette année a été marquée par l'acquisition cette année de trois (3) bus pour les communes de Taibet, el-Alia et Blidet Amor, des collectivités regroupant de nombreux villages et hameaux éloignés des tissus urbains, signale la même source. La wilaya d'Ouargla dispose actuellement de 72 bus de transport scolaire, 35 relevant du secteur de la Solidarité nationale et les 37 autres de celui des collectivités locales, d'après les données de la direction de l'Education de la wilaya.

Quelque 8.296 élèves bénéficient du transport scolaire sur un total de plus de 182.000 scolarisés, des trois paliers, recensés à travers la wilaya d'Ouargla, précise la même source.

R. O.

Souk Ahras

De nouveaux instituts de formation professionnelle

Trois (3) nouveaux Instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (INSFP) seront réceptionnés ''d'ici septembre 2017'' à Souk Ahras, apprend-on jeudi auprès de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels.

L'INSFP prévu à M'daourouch pour 300 places avec internat de 120 lits sera spécialisé en agriculture notamment les filières des petits élevages, la santé animal, la culture des plantes médicinales et les grandes cultures, selon la même source.

Le second INSFP spécialisé en hôtellerie et tourisme est en réalisation dans la ville de Souk Ahras alors que le troisième destiné aux formations dans les métiers de l'agriculture et du bâtiment et travaux publics est en chantier à Sedrata. Ce dernier institut également de 300 places affiche un taux d'avancement des travaux importants et sera réceptionné avant la fin de l'année en cours, a noté la même source.

La même direction fait état de la réception à l'occasion de la rentrée du mois de septembre courant au CFPA (Centre de formation professionnelle et apprentissage) de M'daourouch d'un pavillon administratif et un autre pour l'informatique outre un internat de 60 lits.

Des actions sont en cours pour réaliser un CFPA de 250 places dans la commune de Zaârouria et la réalisation de quatre (4) classes de cours et deux (2) ateliers pour augmenter les capacités du CFPA de Merahna.

Un autre projet d'extension sera en outre lancé octobre prochain au CFPA d'Ain Sennour, indique la même direction qui souligne l'élévation au rang de CFPA des annexes de Dréa, Sidi Fredj et Targalt. La wilaya de Souk Ahras compte actuellement 16 CFPA et un seul INFSP, est-il noté.

Y. K.

Oran

Campagne de sensibilisation sur la propreté de la ville

Une campagne de sensibilisation sur la propreté de la ville d'Oran sera lancée dimanche par l'entreprise publique de gestion des centres d'enfouissement technique (EPIC CET Oran), a-t-on appris de la directrice de cette structure, Dalila Chellal.

Elle consistera en une opération d'affichage sur les bus de l'Entreprise du transport d'Oran (ETO), de supports publicitaires portant le slogan "Je chéris ma patrie, j'aime ma wilaya et la propreté de la ville est une affaire de tous", rédigés en arabe dialectal pour interpeller un maximum de personnes, a-t-elle précisé.

La nouvelle campagne d'information et de sensibilisation se poursuivra durant un mois et touchera les lignes de bus les plus fréquentées par les usagers comme les lignes 11, 37 et B de l'ETO.

Y. A.

3.000 logements location-vente réceptionnés avant la fin de l'année

Quelque 3.000 logements à Oran du programme location-vente géré par l'Agence de l'amélioration et du développement du logement seront réceptionnés avant fin 2016 et livrés à leurs souscripteurs des programmes AADL1 et 2, a indiqué jeudi le directeur général de l'AADL, lors d'une visite à Oran.

Le DG de l'AADL, Mohamed Tarek Belaribi, a indiqué que sur ces 3.000 logements location-vente, 1.500 logements sont destinés aux souscripteurs du programme AADL1, ce qui permettra de satisfaire définitivement tous les souscripteurs de ce programme dans la wilaya.

Les 1.500 logements restants qui seront livrés au niveau du nouveau pôle urbain de Misserghine (Es-Sénia-Aïn El Beida, Miserghine), iront à une partie des souscripteurs du programme AADL2, a ajouté le même responsable, soulignant que le reste des souscripteurs de ce programme prendront possession de leurs logements au fur et à mesure de l'achèvement du programme en cours de réalisation, soit le programme de 9.000 logements.

Dans ce cadre, a-t-il indiqué, une autre distribution est prévue durant le premier trimestre 2017. "En gros, 50% des souscripteurs seront satisfaits d'ici la fin de l'année en cours", a-t-il souligné.

R. O.

Draa-Smar (Médéa)

Début de solution à la gestion de la décharge publique

La gestion de la décharge publique de Draa-Smar, à 4 km à l'ouest de Médéa, qui constitue une source de pollution et de maladies pour les riverains, devrait trouver un "début de solution", à la faveur de l'installation d'un établissement public à caractère industriel et commercial (Epic) chargé de l'exploitation du site, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

La décharge publique de Draa-Smar, qui accueille en moyenne 150 tonnes d'ordures ménagères/jour, issues de quatre communes, dont celle de Médéa, était censé servir, à sa création à la fin des années 90, de site de décharge "provisoire" en attendant la réalisation d'un centre d'enfouissement technique.

Ce dernier finira par être aménagé, fin 2004, à la périphérie nord de la commune de Draa-Smar, mais jamais mis en exploitation, en raison des glissements de terrain survenus dans les alentours immédiats du site. Un rapport élaboré, en 2005, par la direction locale de l'environnement avait préconisé l'entame "en urgence" de travaux de confortement du site et de réhabilitation de casiers destinés au stockage des déchets.

Depuis, rien n'a été entrepris pour solutionner ce problème et doter, enfin, la région d'une structure en mesure d'assurer le traitement et le recyclage des tonnes d'ordures qui continuent d'être déversés anarchiquement dans la décharge de Draa-Smar, déjà satureé, mais également sur le bas coté de la route nationale N°18, qui longe le site.

Outre son impact sur l'environnement, cette décharge est devenue une source d'angoisse pour les huit mille habitants de la commune de Draa-Smar, exposés, à longueurs de journées, à toutes sortes de fumées toxiques, provoquées par l'incinération à ciel ouvert des déchets.

Les appels incessants des riverains en direction des autorités pour engager des actions susceptibles de limiter les dégâts sur le plan environnemental et préserver, surtout, la santé de la population semblent trouver, cette fois-ci, un écho auprès de ces derniers.

Selon les services de la wilaya, des instructions fermes ont été données par le chef de l'exécutif, lors d'une récente visite au niveau de cette décharge, afin d'entamer, dans les meilleurs délais possibles, l'installation d'équipement destinés au tri des déchets, l'aménagement de sites d'enfouissement, l'organisation du mouvement des camions de décharges et à la délimitation du périmètre de dépôt, a-t-on signalé.

La mise en place d'une déchèterie et d'unités de recyclage a été également suggérée sur place, a-t-on ajouté, précisant que d'autres mesures seront prises pour accélérer la "mise à niveau" de cette décharge.

T. R.

Formation professionnelle

De nouvelles spécialités prévues à Oum El Bouaghi

■ Le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya d'Oum El Bouaghi propose, au titre de la prochaine rentrée, prévue au cours de ce mois, douze (12) nouvelles spécialités, a-t-on appris jeudi du directeur du secteur.

Les spécialités concernent, notamment, l'apiculture, la vente, les métiers du bâtiment et de la voirie et des réseaux divers, la gestion et le recyclage des déchets ménagers, la mécanique et l'entretien de véhicules industriels a précisé Kamel Goudjil.

Il a, dans ce sens, détaillé que les nouvelles formations répondant aux attentes du marché de l'emploi dans la région d'Oum El Bouaghi.

Dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, quatre (4) instituts nationaux spécialisés (INSFP) de formation professionnelle ont été réalisés dans la wilaya d'Oum el Bouaghi , ajoute-il. Il s'agit en l'occurrence des INSFP de Meskiana, d'Ain El Beida, d'Ain Mlila et du chef lieu de wilaya, spécialisés respectivement dans l'agroalimentaire, l'hôtellerie, le BTP et l'électronique et le tourisme.

Pour l'année 2016-2017, pas moins de 390 enseignants assureront l'encadrement pédagogique à travers les différents établissements de formation professionnelle de cette wilaya, apprend-on encore du directeur du secteur.

Il est à noter que la wilaya d'Oum El Bouaghi compte cinq (05) INFSP treize (13) établissements de formation et douze (12) annexes.

R. O.

Guelma

Remise des clés de près de 900 LPL début octobre

■ Les clés de 874 logements publics locatifs (LPL) seront remises ''durant la première semaine du mois d'octobre prochain'' dans cinq communes de la wilaya de Guelma, a annoncé jeudi le directeur de l'Office de promotion et gestion immobilière (OPGI),

90 % des bénéficiaires de ces LPL ont reçu les arrêtés de pré-affection, a souligné Taher Ziani dans un point de presse animé au siège de l'OPGI en précisant que tous les ensembles résidentiels concernés ont connu l'achèvement de l'intégralité des travaux d'aménagement extérieur et de raccordement aux divers réseaux.

Ce sera la 7ème opération de remises des clés de logements LPL effectuée à Guelma depuis le début de l'année 2016, a précisé le même responsable qui a estimé à 3.458 le nombre de logements ''sociaux'' distribués dans la wilaya de janvier à septembre 2016.

430 des unités concernées par la prochaine remise des clés ont été réalisées dans la commune de Guelma, 270 à Tamlouka, 74 à Bordj Sebat, 60 à Ain Mekhlouf et 40 à Selaoua Announa, a précisé M. Ziani.

R. G.

Laghouat

Près de 140 enseignants pour encadrer les sections d'alphabétisation

Au moins 138 enseignants ont été désignés pour encadrer les sections d'alphabétisation, saison 2016-2017, à travers la wilaya de Laghouat, a-t-on appris jeudi de l'antenne locale de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (ONAEA).

A ces enseignants contractuels avec l'ONAEA, s'ajoutent des encadreurs engagés dans le cadre du dispositif de l'insertion professionnelle, a précisé à l'APS le directeur de l'antenne locale de l'ONAEA, Mohamed Rougab.

Ce nombre "relativement important" d'encadreurs est susceptible d'assurer une couverture globale de l'ensemble des sections d'alphabétisation à travers le territoire de la wilaya, y compris en milieu rural, permettant ainsi d'attirer de nouveaux apprenants et de les accueillir dans de bonnes conditions, a-t-il souligné. Le nombre d'inscrits aux cours d'alphabétisation, niveaux 1 et 2, avoisine actuellement les 2.000 apprenants, et les inscriptions se poursuivent encore pour ce qui concerne le premier niveau jusqu'à la rentrée prévue début octobre prochain, a-t-il encore fait savoir.

Il est, par ailleurs, attendu un rôle accru du mouvement associatif pour attirer le plus de personnes désireuses de s'affranchir de l'illettrisme, à travers l'organisation de campagnes de sensibilisation et de rencontres d'information, en associant les mosquées dans la démarche, afin de réduire le taux d'analphabétisme et d'éradiquer complètement le phénomène dans des délais proches, a soutenu M.Rougab.

Les sections d'alphabétisation, notamment celles ouvertes au chef lieu de wilaya, attire un nombre croissant d'apprenants, notamment parmi la gent féminine.

T. L.

Université Batna 2

Un budget pour l'acquisition de nouveaux équipements

Une enveloppe financière de l'ordre de 85 millions de dinars destinée à l'acquisition d'équipements pédagogiques a été récemment allouée à l'université Batna 2, a-t-on appris jeudi auprès du recteur.

80 millions de dinars du montant global seront réservés à l'acquisition des équipements scientifiques pour plusieurs facultés et instituts, explique le même responsable, ajoutant qu'une budget de cinq (5) millions de dinars sera réservé pour l'équipement de l'institut de l'informatique.

La nouvelle année universitaire 2016-2017, verra l'ouverture d'un centre de recherche scientifique au pôle universitaire de Fesdis, indique encore M. Bouzid, précisant que cette nouvelle infrastructure, composée de seize (16) laboratoires de recherches dans diverses spécialités scientifiques, technologiques et dans le domaine des énergies renouvelables, augmentera à vingt six (26) le nombre des laboratoires de cette université.

S'agissant de l'effectif pédagogique, le même responsable a annoncé que l'université ''Batna 2'', assurant l'enseignement des spécialités scientifiques, technologiques et celles des langues étrangères, vient d'être renforcé par la promotion de six (6) enseignants au grade de ''professeur'', et le recrutement de 36 nouveaux enseignants totalisant ainsi 1122 encadreurs.

L'université ''Hadj Lakhdar'' de Batna a été restructurée et scindée en deux universités, Batna 1 englobant les facultés des sciences humaines et sociales, et l'université Batna 2 pour les spécialités scientifiques, technologiques et les langues étrangères, rappelle-t-on.

T. K.

Syrie

Sérieux accrocs dans la trêve, tensions entre Moscou et Washington

La trêve en Syrie a connu ses plus sérieux accrocs avec des bombardements aériens et de violents combats au moment où s'enveniment les relations entre les Etats-Unis et la Russie au sujet de l'aide humanitaire.

Une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU qui devait se tenir vendredi soir à New York a été annulée à la dernière minute à la demande de Washington et de Moscou, les deux parrains de la trêve.

Cette réunion devait permettre d'examiner la possibilité d'une résolution du Conseil qui soutiendrait l'accord americano-russe, lequel prévoit un cessez-le-feu, l'acheminement d'aide humanitaire et vise à favoriser l'émergence d'une solution politique à la crise syrienne.

Les ambassadeurs américain et russe devaient présenter à leurs partenaires les détails de l'accord, qui n'ont pas été rendus publics.

Mais la Russie a accusé les Etats-Unis de refuser de partager avec le Conseil de sécurité des documents sur l'accord.

Probablement pas de résolution

"Nous n'allons très probablement pas avoir de résolution au Conseil de sécurité, parce que les Etats-Unis ne veulent pas partager ces documents avec les membres du Conseil de sécurité", a déclaré à des journalistes l'ambassadeur de la Russie à l'ONU, Vitali Tchourkine.

"Nous pensons que nous ne pouvons pas leur demander de soutenir un document qu'ils n'ont pas vu", a-t-il dit.

Auparavant, la mission américaine a expliqué sa position en mettant en avant des préoccupations de sécurité. "Comme nous n'avons pas pu nous mettre d'accord sur une manière de rendre compte au Conseil qui ne compromettrait pas la sécurité opérationnelle, la réunion a été annulée", a déclaré un porte-parole de la mission américaine.

Ces préoccupations porteraient sur la sécurité de certains des groupes armés que les Etats-Unis soutiennent en Syrie.

Le conflit en Syrie a fait plus de 300.000 morts depuis cinq ans selon une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

La trêve a permis une baisse sensible des violences sur l'ensemble des fronts. Mais elle a été marquée à son quatrième jour par plusieurs accrocs notables, qui ont fait les premières victimes civiles depuis son entrée en vigueur, selon l'OSDH.

Trois personnes, dont deux enfants, ont péri à Khan Cheikhoun, une localité rebelle de la province d'Idleb (nord-ouest), dans des frappes menées par des avions non identifiés, d'après l'OSDH.

Une source militaire a fait état "d'affrontements intenses" dans la périphérie de Damas, où l'armée syrienne a bloqué une tentative des rebelles d'entrer dans la capitale par le quartier de Jobar.

Les combats ont tué trois combattants rebelles islamistes et quatre membres des forces du régime, selon l'OSDH.

Alors qu'une décision était attendue sur la prolongation de la trêve, Moscou et Washington ont affiché leurs divergences de vues, une semaine après avoir annoncé conjointement la conclusion de l'accord.

"Bien que le cessez-le-feu soit un accord bilatéral, seul un des belligérants le respecte véritablement", a déclaré dans la journée de vendredi le général Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense. Il parlait du régime syrien, allié de Moscou.

Le général a toutefois indiqué que la Russie était prête à une prolongation de la trêve de 72 heures.

Le département d'Etat a pour sa part annoncé que les Etats-Unis ne coopèreraient pas militairement avec la Russie contre les jihadistes en Syrie (ce que prévoit l'accord) tant que le pouvoir syrien ne permettrait pas aux villes assiégées de recevoir de l'aide humanitaire.

L'accord prévoit notamment la livraison d'aide aux quartiers sous contrôle rebelle d'Alep, dans le nord.

Mais faute de garanties de sécurité suffisantes, des camions remplis de nourriture et de médicaments pour les habitants d'Alep-est sont toujours bloqués dans une zone tampon entre les frontières turque et syrienne.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a condamné, lors d'un contact téléphonique avec son homologue russe Sergueï Lavrov, "les retards répétés et inacceptables de l'aide humanitaire".

Obama 'profondément préoccupé

Le président américain Barack Obama a réuni vendredi à ce sujet son Conseil de sécurité nationale (NSC). "Le président s'est déclaré profondément préoccupé que, bien que la violence ait diminué dans le pays, le régime syrien continue de bloquer l'acheminement d'une aide humanitaire indispensable", a indiqué la Maison Blanche.

Selon l'accord russo-américain, Moscou doit faire pression sur son allié Bachar al-Assad tandis que Washington doit oeuvrer auprès des rebelles syriens, notamment pour qu'ils prennent leurs distances avec les jihadistes.

La situation en Syrie s'est complexifiée encore davantage avec l'annonce par le Pentagone que des forces spéciales américaines avaient été déployées en appui de l'armée turque et de groupes rebelles modérés dans leur offensive contre l'EI dans le nord de la Syrie.

Ce déploiement a été effectué "à la demande du gouvernement turc", a précisé le porte-parole du Pentagone.

AFP

Palestinie

Hamas accuse Washington de "partialité totale" envers Israël

Un haut responsable et ancien ministre de l'Intérieur du Hamas a dénoncé samedi "la partialité totale" de Washington envers Israël.

Les Etats-Unis ont désigné vendredi Fathi Hammad, membre du bureau politique du mouvement palestinien au pouvoir dans la bande de Gaza, comme "terroriste international", selon la diplomatie américaine.

"De telles décisions" démontrent la "partialité totale (des Etats-Unis) envers la machine à tuer et le terrorisme sionistes", a réagi Fathi Hammad dans une déclaration à la presse.

Avec cette nouvelle qualification, les citoyens et entreprises des Etats-Unis ne pourront notamment plus commercer avec le responsable du Hamas. Fathi Hammad a usé de sa position en tant que ministre de l'Intérieur pour "coordonner des cellules terroristes", a justifié le département d'Etat.

E. L.

Turquie

Combats entre armée et PKK, sept morts

Trois soldats turcs et quatre combattants séparatistes kurdes ont péri samedi lors d'un accrochage dans la province de Hakkari (sud-est), rapportent des responsables des services de sécurité turcs.

Trois militaires ont aussi été blessés dans l'affrontement, qui s'est produit dans le village d'A?açdibi, une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale provinciale Hakkari. Une opération a été lancée pour capturer des séparatistes, ajoutent les mêmes sources.

Dans la province voisine de Sirnak, également frontalière avec l'Irak, plusieurs hélicoptères d'attaque de l'armée ont bombardé des positions du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) près des monts Djoudi et Gabar en appui de troupes terrestres opérant dans le secteur.

Reuters

Irak

Quatre soldats britanniques jugés pour la mort d'un civil

Quatre militaires britanniques ayant pris part à la guerre contre l'Irak en 2003, ont été jugés en cour martiale, pour avoir laissé mourir par noyade un jeune civil irakien, ont rapporté vendredi les médias britanniques.

Les faits de l'affaire remontent à mai 2003, quand les quatre militaires britanniques avaient arrêté, dans la ville irakienne, Bassora, quatre Irakiens soupçonnés de pillage, qu'ils avaient battu et fait tomber dans un canal.

Ne sachant pas nager, un des détenus, âgé de 15 ans, Ahmed Jabbar Kareem Ali, est mort noyé, les soldats ayant refusé de lui porter secours.

Le juge a déclaré qu' Ahmed n'aurait jamais dû être détenu ni introduit de force dans le canal, ou il aurait pu être sauvé lorsqu'il se débattait dans l'eau.

Selon le dossier, des témoins ont affirmé que les soldats ont lancé des pierres pour les forcer à avancer dans les eaux les plus profondes.

"Aucun des soldats n'a donné une explication satisfaisante pour leurs actions en direction des pillards dans le canal", a relevé le rapport de l'affaire.

Les quatre soldats impliqués, avaient déjà été jugés par un tribunal britannique pour homicide involontaire coupable, en 2006, et avaient été acquittés.

Après la fin de la guerre en Irak, les familles de deux adolescents, Ahmed Jabbar Karrem Ali et Said Shabram (19 ans), ont intenté une action en dommages-intérêts contre le gouvernement britannique après que ces adolescents se sont noyés dans deux incidents distincts à Bassora en mai 2003.

La guerre en Irak, dans laquelle le défunt président Saddam Hussein a été renversé par une coalition menée par les Etats-Unis, avec la participation du Royaume-Uni, a conduit à la mort d'au moins 150.000 Irakiens, avec plus d'un million de citoyens déplacés.

La violence a continué dans le pays depuis lors, et la situation dans le pays à facilité aux terroristes du groupe autoproclamé "Etat islamique" (EI-Daech) à prendre le contrôle de certaines parties du pays.

Cité par le médias, un porte parole du ministère britannique de la défense a qualifié l'incident de la noyade du jeune irakien de "grave", affirmant la détermination du ministère à enquêter sur les accusations d'actes "répréhensibles" menés par les forces britanniques pendant la guerre en Irak. Se référant notamment aux témoignages oculaires, un rapport de l'armée américaine a fait état de plusieurs dépassements de la part des soldats américains.

Plusieurs accusations ont également ciblé les soldats britanniques dans la guerre de 2003.

Pour rappel, un rapport britannique, connu sous le nom de "Chilcot" avait affirmé que la participation du Royaume Uni dans la guerre irakienne n'était pas une nécessité.

R. I.

En plein trou d'air politico-financier

Les voyants au rouge pour South African Airways

Une dette abyssale, des lignes déficitaires, une présidente controversée : South African Airways (SAA) est plongée dans une crise emblématique de la mauvaise gestion reprochée au chef de l'Etat Jacob Zuma, qui nourrit l'inquiétude des marchés financiers.

Si les causes du mal qui ronge la compagnie aérienne nationale continuent de déchirer la classe politique sud-africaine, le diagnostic fait l'unanimité.

SAA est au "bord d'un désastre absolu", a froidement résumé cette semaine le chef de l'opposition, Mmusi Maimane. Plus mesuré, le ministre des Finances Pravin Gordhan a concédé que l'entreprise était confrontée à "de graves défis liés à la gouvernance et à ses difficultés financières".

Signe de l'urgence, son gouvernement a été contraint la semaine dernière de voler à nouveau au secours de SAA en débloquant un prêt garanti de 4,7 milliards de rands (290 millions d'euros).

Selon l'Alliance démocratique (DA), le principal parti d'opposition, l'Etat a déjà englouti près de 20 milliards de rands (1,2 milliard d'euros) dans la compagnie.

Soucieux de la bonne gestion de SAA, le ministre des Finances a promis de débrancher cette perfusion permanente et imposé à la compagnie une série d'obligations en échange du dernier prêt. "Ce ne sera pas "business as usual"", a-t-il mis en garde.SAA doit notamment nommer un directeur financier, un poste vacant depuis novembre, fermer des lignes déficitaires comme celle reliant Johannesburg à Hong Kong, réduire ses coûts et enfin publier ses résultats.Elle s'est pliée en partie vendredi à cette dernière obligation. Elle a révélé, avec deux ans de retard, que ses pertes pour 2014-2015 avaient atteint 4,7 milliards de rands, un véritable gouffre financier. Elles devraient approcher les 2 milliards pour l'exercice suivant, a prévenu M.Gordhan.

"La compagnie doit redevenir rentable", a insisté le ministre devant le Parlement.

Son ordonnance est sévère mais certains doutent déjà qu'elle suffise à remettre sur pieds l'entreprise. Aux yeux de l'opposition, SAA souffre d'un mal plus grave, commun à nombre d'entreprises publiques : la mauvaise gestion des deniers publics par le gouvernement du Congrès national africain (ANC).

La crise à SAA "est symptomatique d'un problème plus large frappant les entreprises publiques. Nombre d'entre elles se sont éloignées de la culture du résultat", souligne à l'AFP Nick Binedell, professeur à l'université de Pretoria.

Luttes intestines

Les adversaires du pouvoir pointent du doigt l'incompétence de la présidente de la compagnie aérienne, une proche du chef de l'Etat. "Dudu Myeni a ruiné SAA et la décision du gouvernement de la reconduire est irrationnelle", s'est indignée la DA.

Malgré les critiques, celle à qui la presse sud-africaine attribue une relation avec M. Zuma, démentie par la présidence, a été récemment reconduite à la tête de SAA.

Le chef de l'Etat lui a même publiquement renouvelé sa confiance devant le parlement.

Ce soutien a sonné comme un nouveau camouflet pour M. Gordhan, qui s'était opposé à sa reconduction.

Au-delà du seul cas de SAA, la bataille qui se joue au sommet de l'Etat pour le contrôle des entreprises publiques préoccupe sérieusement les marchés financiers.

La décision récente du gouvernement de confier au chef de l'Etat lui-même leur supervision, qui incombait principalement jusque-là au ministère des Finances, n'a fait que renforcer l'inquiétude.

Le gestionnaire de fonds sud-africain privé Futuregrowth a réagi en "suspendant tout nouveau prêt" à six grandes sociétés publiques, dont le fournisseur d'électricité Eskom.

Il a expliqué être "inquiet de la façon dont est géré" le secteur parapublic, "des luttes intestines au sein du gouvernement et des menaces pesant sur l'indépendance du ministère des Finances".

"Il n'y a pas de guerre entre la présidence et le Trésor", a tenté de rassurer M. Zuma cette semaine devant les députés, suscitant quelques rires ironiques.

Ces interrogations sur la capacité de l'Etat à gérer les entreprises publiques pourraient aussi contribuer à une baisse, d'ici la fin de l'année, de la note financière de l'Afrique du Sud, l'économie la plus industrialisée du continent.

Elles vont "peser dans la décision d'une dégradation de la note", assure à l'AFP l'analyste économique Peter Attard Montalto. Un scénario qui "affaiblirait encore la devise nationale", le rand, qui ne cesse de se déprécier et a perdu 8% au cours du dernier mois.

AFP

Burkina Faso

Le dernier Premier ministre de Compaoré écroué

■ Luc Adolphe Tiao, le dernier chef du gouvernement du président Blaise Compaoré, chassé par une insurrection populaire en 2014, a été inculpé d'assassinat et écroué vendredi, selon le procureur général de la Haute Cour de Justice du Burkina Faso, Armand Ouédraogo.

"L'ex-Premier ministre Luc Adolphe Tiao a été mis sous mandat de dépôt et conduit à la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou ce (vendredi) matin dans le cadre de l'instruction du dossier sur l'insurrection populaire" d'octobre 2014, a déclaré M. Ouédraogo, cité par l'AFP.

"Il a été inculpé d'assassinat, de coups et blessures volontaires et de complicité de tous ces actes-là", a précisé le magistrat.

Vendredi dernier, la procureure du tribunal de grande instance de Ouagadougou, Maïza Compaoré avait annoncé que les tueries liées aux manifestations anti-Compaoré d'octobre 2014 au Burkina n'ont donné lieu "à aucune inculpation", dénonçant une absence de coopération des autorités actuelles.

La gendarmerie a récemment auditionné une vingtaine de ministres du dernier gouvernement Compaoré à propos de leur rôle présumé dans les tueries liées aux manifestations des 30 et 31 octobre.

Le Conseil national de la transition (CNT), l'assemblée intérimaire mise en place après la chute du régime de Blaise Compaoré, avait voté en juillet 2015 une résolution mettant en accusation le Premier ministre Luc Adolphe Tiao et tous ses ministres pour "coups et blessures volontaires, complicité de coups et blessures, assassinat, complicité d'assassinat".

Les députés reprochent notamment aux ministres d'"avoir été membres du gouvernement" qui a adopté le projet de loi modifiant la Constitution (article 37) qui devait permettre à M. Compaoré - qui cumulait 27 ans de pouvoir - de briguer d'autres mandats.

Une trentaine de personnes ont été tuées et plus de 600 blessées lors des manifestations ayant mené à la chute de M. Compaoré qui s'est exilé en Côte d'Ivoire.

Reda A.

RDC

Arrestation de 16 personnes opposées au maintien du président

Au moins seize personnes opposées à l'idée d'un maintien au pouvoir du président congolais Joseph Kabila au-delà du terme de son mandat ont été arrêtées jeudi et vendredi à Kinshasa, selon l'ONU.

"Au moins 16 personnes ont été arrêtés entre hier [jeudi] et ce matin par l'ANR [Agence nationale de renseignements, NDLR] après une conférence sur le respect de la Constitution et l'alternance" en République démocratique du Congo (RDC), a déclaré à l'AFP José-Maria Aranaz, directeur du Bureau conjoint de l'ONU aux droits de l'homme en RDC (BCNUDH).

Jeudi, l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International avait accusé les autorités congolaises de mener une politique de "répression systématique" contre ceux qui réclament le départ de M. Kabila au terme de son mandat le 20 décembre.

Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, a déclaré être surpris par ces accusations en faisant valoir que les autorités avaient fait libérer en août plusieurs détenus politiques.

M. Kabila dirige la RDC depuis 2001. La Constitution lui interdit de se représenter, mais le chef de l'État ne donne aucun signe de vouloir abandonner son poste, tandis que la présidentielle censée se tenir avant la fin de cette année apparaît désormais impossible à organiser dans les temps.

Depuis le début du mois, la majorité et une frange minoritaire de l'opposition discutent des moyens de sortir la RDC de la crise politique née de la réélection contestée de M. Kabila en 2011 et de résoudre la question des élections à venir.

La majeure partie de l'opposition, réunie autour d'Étienne Tshisekedi, figure historique de l'opposition en RDC, refuse de participer à ce dialogue qu'elle perçoit comme un marché de dupes destiné à prolonger illégalement M. Kabila à la tête du pays.

Ce "Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement" a appelé les Congolais à manifester dans tout le pays le 19 septembre pour exiger la convocation des électeurs aux urnes par la commission chargée d'organiser les élections, et le départ de M. Kabila du pouvoir le 20 décembre.

Agence

Les USA ont dépensé presque 5.000 milliards $ sur la guerre depuis le 11 septembre

Un nouveau rapport de l'Université Brown fournit une indication de plus du prix terrible payé par les travailleurs américains et du monde entier pour les crimes de l'impérialisme américain. Washington aurait gaspillé près de 5 mille milliards $ depuis le 11 septembre 2001 sur des guerres lancées sous prétexte de combattre le terrorisme.

Par Bill Van Auken

Ce 15e anniversaire du 11 septembre, 10.000 soldats américains sont toujours en Afghanistan, 15 ans après l'invasion américaine de ce pays, ainsi que 6.000 en Irak. De plus, des centaines de soldats des forces spéciales se battent en Syrie, où les Etats-Unis luttent pour renverser le régime en une alliance de fait avec les filiales syriennes d'Al-Qaïda, organisation censée être la cible principale de la dernière décennie et demie de guerres.

Le coût financier des guerres est énorme, presque insondable. Toutefois, l'auteur du rapport, le professeur Neta Crawford de l'Université de Boston, les place à juste titre dans leur contexte plus large, et plus horrible, c'est-à-dire la traînée de sang et de destruction qu'elles laissent derrière elles :

« (Le) vrai bilan de toute guerre ne peut être enregistré dans les colonnes d'un comptable. Des civils blessés ou déplacés par la violence, aux soldats tués et blessés, aux enfants qui jouent des années plus tard sur des routes et des champs couverts d'engins explosifs et de bombes à sous-munitions, aucune série de chiffres ne communique le bilan humain des guerres en Irak et en Afghanistan, ou comment elles ont envahi les pays voisins, la Syrie et le Pakistan, et sont revenues hanter les États-Unis et leurs alliés dans la forme d'anciens combattants et de mercenaires blessés ».

Certaines pertes sont quantifiables et effroyables : plus d'un million de vies irakiennes perdues à cause de l'invasion américaine de 2003 ; plus de 12 millions de réfugiés chassés de pays dévastés par des guerres: l'Afghanistan, l'Irak, le Pakistan et la Syrie ; près de 7.000 soldats américains morts en Irak et en Afghanistan, ainsi qu'un nombre à peu près égal de mercenaires privés ; 52.000 blessés et d'innombrables centaines de milliers d'autres qui souffrent de lésions cérébrales traumatiques, de syndrome de stress post-traumatique ou d'autres problèmes mentaux pour avoir combattu dans de sales guerres néo-coloniales.

Néanmoins, le rapport explique de façon convaincante que il faut également faire une évaluation sérieuse et complète des coûts financiers réels de ces guerres.

Le coût global des guerres de l'impérialisme américain comprend les 1.700 milliards $ affectés par le Congrès pour mener de prétendues Opérations de contingence à l'étranger (OCO). C'est un supplément du budget de base du Pentagone, qui totalise quelque 6.800 milliards $ de 2001 à 2016.

En traitant ces guerres de OCOs, le Congrès et les Administrations Bush et Obama ont agi comme si c'étaient des situations d'urgence budgétaire imprévisibles, alors qu'elles perduraient depuis une décennie et demie. Ainsi, ils se libéraient de toute forme de responsabilité financière normale et menaient leurs guerres sans attribuer d'impôts ou d'autres recettes pour les payer. Le rapport cite également les coûts des soins et d'invalidité des anciens combattants, les allocations pour la Sécurité intérieure, les intérêts sur les crédits de guerre du Pentagone, et les coûts futurs des soins des anciens combattants.

Ce dernier coût est évalué à un montant d'au moins 1.000 milliards $ d'ici 2053. La raison de cette évaluation s'explique par quelques statistiques alarmantes.

À la fin de 2015, plus de 1.600 anciens combattants en Irak et en Afghanistan ont subi d'importantes amputations. En 2014, on avait détecté des lésions cérébrales traumatiques chez 327.000 anciens combattants de ces guerres ; la même année, 700.000 des 2,7 millions de personnes déployées sur ces zones de guerre avaient été classées comme handicapées à 30 pour cent ou plus.

Selon le rapport, le Département des Anciens combattants serait le département du gouvernement américain qui croît le plus rapidement ; son personnel a presque doublé en 15 ans, pour atteindre 350.000. Pourtant, selon un autre rapport récent, il « manque encore de fonds pour combler des milliers de postes vacants de médecins et d'infirmiers, et pour financer des réparations très nécessaires de ses hôpitaux et cliniques ».

En plus, à moins que le Congrès ne modifie les modalités de financement, les intérêts cumulés sur les crédits de guerre accordés seulement jusqu'à exercice fiscal de 2013 équivaudront à la somme stupéfiante de 7.900 milliards $ en 2053.

Le rapport rappelle que quand l'administration Bush se préparait à lancer sa guerre en Irak, on a dénoncé son conseiller économique, Lawrence Lindsey, pour avoir dit que la « limite supérieure » des coûts de la guerre serait de 100 ou 200 milliards $. Du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld aux députés démocrates, qui ont avancé le chiffre de 50 milliards $, toute la classe politique a vivement rejeté cette estimation. C'était en fait environ le centième du coût réel de la guerre. Dans la criminalité de leur justification, de leurs méthodes et de leur financement, ces guerres sont le fidèle reflet du parasitisme et des spéculations destructrices qui dominent le fonctionnement du capitalisme américain dans son ensemble. Avec un financement « hors comptabilité officielle » et une armée composée de volontaires, la classe dirigeante américaine espérait également atténuer l'hostilité populaire à la guerre.

Le rapport ne tente pas d'estimer l'impact plus large de la guerre sur l'économie et sur les conditions de vie des travailleurs américains. Un rapport publié il y a deux ans par Harvard a prudemment estimé que le coût des guerres en Irak et en Afghanistan s'élevait à 75.000 $ par ménage américain.

Le rapport évoque des études antérieures, selon lesquelles les guerres auraient détruit des dizaines de milliers d'emplois et sabré dans le financement des infrastructures. Les vastes sommes détournées vers la destruction du Moyen Orient et de l'Asie centrale auraient suffi à financer les 3.320 milliards $ que nécessitera la réparation des ports, des autouroutes, des ponts, des trains, et de l'infrastructure électrique et d'eau des USA, et à rembourser toutes les dettes des étudiants américains, évaluées à 1.260 milliards $. Mais les élus des deux grands partis capitalistes insistent constamment qu'il n'y a pas d'argent pour l'emplois, les salaires, l'éducation, les soins et d'autres nécessités de base, tout en dépensant des sommes monstrueuses sur le militarisme et la guerre. Ils compter faire payer la facture à la classe ouvrière, en intensifiant les mesures d'austérité.

Le bilan humain et financier des guerres des 15 dernières années n'est d'ailleurs qu'un avant-goût de la catastrophe dont l'impérialisme américain et ses alliés européens menacent le monde, par leur escalade militaire visant les 2e et 3e puissances nucléaires, la Russie et la Chine.

B. V. A.

Le sous-marin revient

Indétectable dans les profondeurs marines, il guette ses proies pour les espionner ou les frapper avec ses torpilles ou ses missiles: un peu oublié après la fin de la guerre froide, le sous-marin d'attaque revient en force dans les flottes mondiales.

En Asie, en Russie ou aux Etats-Unis, les forces armées appuient sur l'accélérateur pour se doter d'une arme dont l'atout maître est la discrétion.

«Les Etats se rendent compte» que les navires de surface et les avions sont «de plus en plus» vulnérables face aux missiles et radars sophistiqués de leurs adversaires, explique Bryan Clark, expert dans un centre de recherche américain sur les programmes d'armement, le CSBA (Center for strategic and budgetary assessment).

«Ils essaient donc de développer des capacités sous-marines» pour conserver la possibilité de s'approcher de leurs adversaires et les attaquer, explique-t-il.

La tendance est particulièrement nette en Asie, aiguillonnée par le réveil militaire de la Chine.

Pékin s'est doté de capacités de défense maritime et anti-aérienne extrêmement sophistiquées, visant à interdire toute approche de ses côtes à des porte-avions ou navires ennemis.

Et la Chine a aussi mis les bouchées doubles pour développer une flotte de sous-marins d'attaque, disposant aujourd'hui d'une cinquantaine d'engins diesel et de cinq sous-marins nucléaires d'attaque.

L'Australie a signé cette année un contrat d'achat de 12 sous-marins, version non-nucléaire du modèle français Barracuda.

Le Vietnam a acheté six sous-marins à la Russie. Le Japon, l'Inde, l'Indonésie et la Malaisie développent également leurs capacités en la matière. De leur côté, les Américains s'inquiètent de leurs insuffisances. En mars dernier, l'amiral Harry Harris, qui commande la zone Pacifique, a expliqué au Congrès que seules 60% de ses demandes de sous-marins d'attaque pouvaient être satisfaites, la Marine n'en ayant pas assez de disponibles.

Constat identique pour le général Philip Breedlove, qui commandait la zone Europe, confronté lui au grand retour des sous-marins russes, choyés par le président Vladimir Poutine.

Frapper des objectifs à terre

En temps de paix, les sous-marins d'attaque servent essentiellement à collecter du renseignement sur les flottes adverses, mais aussi sur ce qui se passe à terre. Les Américains les utilisent ainsi pour surveiller la Corée du Nord, la Chine ou la Russie. En temps de guerre, les sous-

La Chine fait monter les enchères en mer de Chine du sud

Les exercices Joint Sea-2016 ont commencé ce lundi. Il s'agit du cinquième exercice naval annuel sino-russe, mettant en vedette les piliers des deux marines en action dans les eaux à l'est de Zhanjiang, dans la province de Guangdong, le QG de la Flotte Nanhai de l'Armée de libération du peuple (PLA).

Par Pepe Escobar

Considérant que c'est la première fois que l'exercice conjoint se passe en mer de Chine du Sud, les alarmes apocalyptiques des suspects habituels ne pouvaient être plus prévisibles – et complètement rejetées par les dirigeants de Pékin. L'exercice Joint Sea-2016 intervient juste après une poignée de main tout à fait significative qui a eu lieu la semaine dernière au Laos. Les mains en question ne sont rien moins que celles du premier ministre chinois, Li Keqiang, et du président philippin Rodrigo Duterte, alias The Punisher, vêtu pour l'occasion en complet-costume et cravate tie regalia.

Il y avait de bonnes raisons pour une telle camaraderie. Après tout la Chine et l'ASEAN ont convenu que le cadre d'un code de conduite juridiquement contraignant en mer de Chine du Sud sera en vigueur avant la fin de l'année. Singapour a fait pression vigoureusement pour ce développement majeur. Pékin considère Singapour comme «un partenaire clé pour la coopération dans la région», selon les termes employés par Lia à Xinhua. Le propre secrétaire de presse de The Punisher, Martin Andanar, a résolu la quadrature du cercle : «Notre président [philippin] a également exprimé son approbation de disposer d'un cadre pour un code de conduite.» Le lieu – au Laos – ne pouvait pas être plus stratégiquement approprié pour la Chine. Depuis trois ans maintenant, la Chine est le plus grand investisseur au Laos – principalement dans l'énergie et l'exploitation minière, y compris la construction du Nam Ngiep 1, un projet hydroélectrique de $868 millions. Les autres principaux projets prévus comprennent la zone économique spéciale (ZES) Luang Zone Marsh près de Vientiane pour $1.6 milliards, et – quoi d'autre – un chemin de fer de 472 km entre Kunming dans la province du Yunnan et Vientiane, avec une extension vers la Thaïlande, qui sera achevée en 2021. Ce sera la branche sud-est asiatique des Nouvelles routes de la soie.

Bombarder le Laos avec la rhétorique

Le Laos a été le cadre de la première rencontre face à face entre un haut dirigeant chinois, le Premier ministre Li Keqiang et les dix chefs d'État de l'ASEAN, juste avant le sommet de l'Asie de l'Est ? la réunion annuelle de l'ASEAN plus la Chine, la Corée du Sud , le Japon, l'Inde, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et la Russie. Lors du sommet de l'Asie de l'Est, le président américain Barack Obama, pour sa dernière visite – tout à fait mélancolique – en Asie, à l'endroit où son administration était supposée pivoter, a déclaré que la décision de La Haye au sujet des revendications territoriales de la Chine en mer de Chine méridionale était exécutoire. C'était non seulement faux – mais énoncé par un prix Nobel de la Paix, avec sa liste [hebdomadaire le mardi matin, NdT] de permis de tuer, en visite au Laos des décennies après que la nation a été réduite en cendres par les bombardements de la «nation indispensable», qui dit maintenant avec un visage impassible que tout va bien se passer. Les Asiatiques, pour le moins, n'étaient pas impressionnés. La raison de la visite d'Obama était effectivement, une fois de plus, de vendre le pivot vers l'Asie, en tandem avec son bras commercial de l'OTAN, le Traité de partenariat trans-pacifique (TPP).

Obama a insisté : «Le TPP est un pilier central du rééquilibrage de l'Amérique et de l'Asie-Pacifique. Le commerce et la croissance qu'il soutient, renforceront les alliances de sécurité entre l'Amérique et ses partenaires régionaux, ajoutant, ne pas aller de l'avant avec le TPP n'aura pas seulement des conséquences économiques, mais remettra en question le leadership de l'Amérique dans cette région vitale.»

Pékin pour sa part privilégie la diplomatie à la rhétorique vide lorsqu'il traite avec une ASEAN en mutation, traversée par une diversité absolue de ses dix pays membres. L'Indonésie et la Thaïlande, par exemple, s'employaient à construire des ponts diplomatiques, mais maintenant Jakarta s'est concentré sur ses affaires intérieures et les politiques de Bangkok sont en transition.

La Maison Blanche comptait sur Manille pour appuyer sa stratégie de confrontation [avec la Chine] car Manille est censé être un rouage essentiel dans la machinerie du pivot vers l'Asie. Pourtant, même quand il en parle au Premier ministre japonais Shinzo Abe, Duterte – le président philippin – souligne que les problèmes de la mer de Chine du Sud doivent être résolus par des moyens pacifiques, et Manille maintiendra le dialogue avec Pékin. Et puis, pour «célébrer» cette rencontre pan-Asiatique – et en même temps le 68eanniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) – Pyongyang a infligé une dose de réalisme à tout le monde en procédant à son cinquième essai nucléaire.

Quittez le TPP, prenez le TGV

La Chine, quant à elle, continue d'accumuler des «faits sur la mer» – avec beaucoup d'actions, sous la forme de patrouilles en mer, en provenance de Sansha, une ville-préfecture mise en place en 2012 pour administrer les îles Spratleys, Paracel Islands et Macclesfield Bank – que les Chinois appellent îles Zongsha. Ces «faits sur la mer» sont irréversibles, la préfecture de Sansha a fait en sorte que les îles, atolls, récifs, rochers, bancs – quelle que soit la terminologie – tout ce qui se trouve en mer de Chine du Sud soit considéré comme une question de sécurité nationale, politique et stratégique, pour Pékin. Dans la mesure où la dynamique de l'ASEAN est concernée, la Thaïlande peut conserver le statut de pivot stratégique pour les intérêts américains. Mais maintenant, Washington doit tenir compte de l'équation politique délicate – et extrêmement complexe – qui se profile au sujet de la succession royale, avec la puissance d'une armée thaïlandaise renforcée par une nouvelle dynamique d'élargissement de son commerce et de ses relations politiques avec la Russie et la Chine. Pourtant, le seul discours émanant de Washington se résume à l'obsession du Pentagone pour une confrontation en mer de Chine méridionale et l'obsession de la Maison Blanche avec son TPP, le bras commercial du pivot. Kishore Mahbubani, doyen de Lee Kuan Yew, l'École de politique publique à l'Université nationale de Singapour, a été assez intelligent pour proposer un moyen de s'en sortir : et si Washington acceptait une contribution chinoise en termes de technologie ferroviaire à grande vitesse – comme un moyen de relancer l'économie américaine du Pacifique à l'Atlantique ? Ce partenariat sino-américain dans les infrastructures serait, selon Mahbubani, un «accord au paradis». L'American Society of Civil Engineers a estimé un besoin de financement de l'investissement à hauteur de $1.440 milliards aux États-Unis entre 2016 et 2025 – provoquant une énorme traînée sur les entreprises, les exportations et les revenus. La Chine aurait la capacité financière et institutionnelle pour construire cette infrastructure indispensable. Le TPP est une impasse. Peut-être Mahbubani devrait-il envoyer sa proposition à Donald Trump ?

P. E.

en force dans les flottes mondiales

▸ ▸ ▸

marins peuvent attaquer les flottes ennemies. Et ceux équipés de missiles de croisière peuvent s'approcher des côtes pour frapper des objectifs à terre. Cas d'école, rappelle l'expert Jerry Hendrix, du cercle de réflexion Center for New American Security: l'offensive de la coalition internationale contre le colonel Kadhafi en 2011, entamée par le tir de 90 missiles Tomahawk par le sous-marin américain USS Floride, pour annihiler les défenses anti-aériennes libyennes.

Le tir par la Russie en décembre de missiles de croisière Kalibr sur la Syrie, depuis un sous-marin à propulsion classique évoluant en Méditerranée, constitue un autre exemple plus récent. Consciente des enjeux, la Marine américaine envisage de remédier au déclin de sa flotte de sous-marins nucléaires. D'une centaine encore dans les années 1980, celle-ci compte aujourd'hui 53 bâtiments et n'en aura plus qu'une quarantaine en 2029 si rien n'est fait.

La Marine américaine envisage donc de continuer à construire deux sous-marins nucléaires d'attaque par an, alors qu'elle avait prévu de passer à un seulement à partir de 2021. Et elle innove pour garder sa suprématie technologique sur ses adversaires.

Petit porte-avions -

A partir de 2019, elle équipera ses sous-marins nucléaires actuels, de type Virginia, d'un nouveau module leur permettant de lancer des drones sous-marins, appelés à l'avenir à jouer un rôle crucial dans la guerre sous-marine.

«Les sous-marins vont devenir plus comme de petits porte-avions, équipés d'une variété de missiles et de drones sous-marins», explique Bryan Clark.

Ces drones pourraient mener des missions de reconnaissance et d'attaque, s'approchant au plus près des côtes ennemies et submergeant les défenses de l'adversaire.

Etats Unis

Donald Trump admet que Barack Obama est né en Amérique

Tentant de mettre fin à une invraisemblable controverse, Donald Trump a reconnu vendredi que le président Barack Obama était bien né aux Etats-Unis, un "point final" qu'il refusait d'apposer depuis des années et qui lui valait des accusations de racisme.

Mais à peine tentait-il de fermer la porte de cette polémique qu'il en a rouvert une autre, avec des propos interprétés comme une incitation à la violence contre Hillary Clinton par le camp démocrate.

"Le président Barack Obama est né aux Etats-Unis, point final", a déclaré le candidat républicain à la Maison Blanche dans une brève déclaration à Washington.

Depuis des années, le milliardaire refusait de reconnaître le fait, documenté, que Barack Obama est né à Hawaï, d'une mère américaine et d'un père kényan.

Il avait alimenté cette théorie du complot visant à délégitimer son élection en 2008, prenant la tête d'un mouvement dit des "birthers" considéré très largement comme raciste, puisque Barack Obama est le premier président noir des Etats-Unis.

L'absurdité du débat sur son lieu de naissance n'a pas amusé l'intéressé, alors que l'élection de son successeur aura lieu dans 53 jours. "J'aimerais que l'élection présidentielle porte sur des sujets plus sérieux que celui-ci", a-t-il dit vendredi, consterné, depuis la Maison Blanche.

Toute la presse politique a donc suivi, haletante, une interminable conférence de presse au nouvel hôtel Trump de Washington, où le républicain avait donné rendez-vous pour clarifier sa position.

Les chaînes d'information ont diffusé le long événement en direct, jusqu'à ce que le milliardaire prenne enfin la parole sans répondre aux questions des journalistes.

Souhaitant apparemment avoir le dernier mot, il a répété le mensonge voulant que l'équipe de Hillary Clinton soit derrière ces rumeurs.

"Hillary Clinton et sa campagne de 2008 ont commencé la controverse des "birthers", j'y ai mis fin", a-t-il dit.

La candidate démocrate avait vu dans l'interview, accordée jeudi par Donald Trump au Washington Post, l'occasion de raviver ses attaques sur le "racisme" du républicain, qui la rattrape dangereusement dans les sondages.

"Barack Obama est né en Amérique, c'est aussi simple que cela. Donald Trump lui doit, ainsi qu'aux Américains, des excuses", a tonné Hillary Clinton vendredi lors d'un discours devant une organisation de femmes noires à Washington.

"Imaginez quelqu'un, dans le Bureau ovale, qui propage des théories du complot et refuse de céder malgré les faits", a-t-elle ajouté.

Il faut remonter au premier mandat de Barack Obama pour trouver les racines de cette théorie du complot que Donald Trump, alors simple homme d'affaires et vedette de télévision, a défendue avec l'intensité qui est sa marque de fabrique.

Les républicains et l'équipe de campagne du candidat ont tenté de remiser ce passé encombrant, au moment où Donald Trump lance une opération de charme envers l'électorat noir, qui plébiscite aujourd'hui Hillary Clinton.

A fortiori alors que la démocrate a perdu une partie de son avance dans les sondages

et est empêtrée dans sa propre controverse pour avoir qualifié la moitié des partisans de Donald Trump de xénophobes et "pitoyables".

Un mot dont le milliardaire a joué vendredi soir lors d'un meeting à Miami, en Floride, où il tentait de séduire l'électorat hispanique chez qui Hillary Clinton le devance aussi.

"Les Déplorables", pouvait-on lire en français sur une image imitant l'affiche des "Misérables" projetée sur la scène en ouverture de son discours, dans une traduction littérale du mot anglais employé par l'ex-Première dame.

Mais alors qu'il a soigneusement évité le sujet des origines de Barack Obama lors de son discours, Donald Trump a lancé des propos qui ont ravivé la forte polémique suscitée en août lorsqu'il avait semblé appeler à la violence contre Hillary Clinton.

A propos des gardes du corps armés qui accompagnent sa rivale, il a affirmé que leur présence "va vraiment contre le deuxième amendement" de la Constitution américaine, touchant au droit de posséder des armes.

"Ses gardes du corps devraient renoncer à toutes leurs armes", a-t-il déclaré devant environ 4.000 personnes. "Ils devraient déposer leurs armes. Elle ne veut pas d'armes? Prenez-les et voyons ce qui lui arrive. Prenez leurs armes, ok? Ca serait très dangereux".

L'équipe de Hillary Clinton a rapidement réagi, pour dénoncer des propos "inacceptables" chez un candidat à la présidentiel.

"Donald Trump, le candidat républicain à la présidence, a tendance à inciter les gens à la violence", a accusé le directeur de campagne de Hillary Clinton, Robby Mook.

"Il n'est pas qualifié pour être président et il est temps que les dirigeants républicains dénoncent ce comportement inquiétant chez leur candidat", a-t-il asséné dans un communiqué.

AFP

Belgique

Première euthanasie d'un mineur

■ Pour la première fois depuis la loi adoptée en 2014 un mineur a été euthanasié à sa demande en Belgique, rapporte samedi le journal néerlandophone Het Nieuwsblad.

Le royaume est le seul pays au monde à autoriser, sans limite d'âge, des mineurs "en capacité de discernement" et atteint d'une maladie incurable à choisir d'abréger leurs souffrances, et ce depuis une modification de la loi sur l'euthanasie en février 2014.

Le président de la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'euthanasie, le professeur Wim Distelmans, a confirmé le cas à Het Nieuwsblad, soulignant que ce cas de figure demeurait exceptionnel et réservé aux cas désespérés. "Il n'y a heureusement que très peu d'enfants qui entrent en considération, mais cela ne signifie pas que nous devrions leur refuser le droit à une mort digne", a-t-il déclaré au journal.

L'âge du mineur n'est pas précisé, simplement qu'il souffrait d'une maladie en phase terminale. La loi belge n'impose pas de limite d'âge, contrairement aux Pays-Bas, qui a fixé le seuil de 12 ans. Elle énonce que le mineur devra se "trouver dans une situation médicale sans issue entraînant le décès à brève échéance", être confronté à une "souffrance physique constante et insupportable qui ne peut être apaisée et qui résulte d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable". L'enfant ou adolescent doit prendre l'initiative de la demande, étudiée par une équipe médicale et un psychiatre ou psychologue indépendant. Les parents doivent également donner leur consentement. Le vote en 2014 avait causé une vive controverse en Belgique, pays de tradition catholique. Il était passé malgré l'opposition de certains pédiatres et de la hiérarchie catholique.

A l'époque, l'auteur de la loi, le sénateur socialiste Philippe Mahoux, avait expliqué qu'il fallait aussi répondre au souhait des pédiatres et infirmiers confrontés à la "souffrance insupportable" d'enfants, à laquelle ils ne pouvaient répondre que dans l'illégalité.

R. N.

Uruguay

Un ex-détenu de Guantanamo jugé libre de poursuivre sa grève de la faim

Un juge uruguayen a décidé vendredi qu'un ex-détenu syrien de la prison américaine de Guantanamo, réfugié en Uruguay, pouvait, sans être hospitalisé, poursuivre une grève de la faim qu'il a entamée pour pouvoir rejoindre sa famille dans un pays arabe.

Une équipe de trois médecins mandatés par le ministère de la Santé a rendu visite jeudi à Jihad Diyab, un Syrien de 45 ans, tombé brièvement dans le coma mercredi et qui a repris dès jeudi son mouvement de protestation, a expliqué à l'AFP l'envoyé du gouvernement uruguayen dans ce dossier, Christian Mirza, précisant que leur rapport serait remis à un juge.

Le magistrat, dont la décision a été publiée sur le site internet du quotidien El Pais, a finalement décidé de classer l'affaire après que le rapport médical eut déterminé qu'il n'y avait pas de "risque immédiat pour sa vie" qui nécessiterait un transfert à l'hôpital.Selon M. Mirza, malgré sa grève de la faim qu'il observe depuis plus de 20 jours, M. Diyab "est parfaitement conscient et lucide, il n'a pas de difficulté pour échanger des informations".

Il a indiqué que le gouvernement continuait de chercher un nouveau pays d'accueil pour l'ancien détenu et qu'il y a "des portes ouvertes", sans plus de précisions. Un soutien, Andres Conteri, a indiqué à l'AFP qu'il espérait que le gouvernement uruguayen lui propose d'ici dimanche de partir rejoindre sa famille "dans un pays de culture arabe".

Jihad Diyab a commencé fin août une grève de la faim car il exige de quitter l'Uruguay, pays qui l'a accueilli dans le cadre d'un accord avec les Etats-Unis. Il a été hospitalisé à deux reprises depuis le début de sa grève.

L'ex-détenu veut rejoindre sa famille en Turquie. Le gouvernement uruguayen voulait plutôt tenter de faire venir sa famille à Montevideo, mais l'intéressé considérait qu'il ne pourrait pas subvenir économiquement en Uruguay aux besoins de sa famille.

Assigné à résidence, il avait quitté clandestinement le pays il y a plusieurs semaines, franchissant la frontière avec le Brésil en évitant les contrôles, avant d'être localisé fin juillet au Venezuela, où il avait été arrêté puis renvoyé à son point de départ le 30 août.

Jihad Diyab avait été transféré de Guantanamo vers l'Uruguay fin 2014 en même temps que cinq autres détenus, en vertu d'un accord entre les deux pays dans le cadre de la volonté du président américain Barack Obama de fermer cette prison.

AFP

Thème d'une conférence internationale à Sfax

Culture et patrimoine dans le discours médiatique arabe en débat

"La culture et le patrimoine dans le discours médiatique arabe" est le thème d'une conférence internationale qui a débuté vendredi à Sfax (Tunisie) avec la participation de directeurs de plusieurs agences de presse arabes, de représentants d'organisations arabes, de chercheurs et d'acteurs de la société civile.

Organisée à l'initiative de l'Agence Tunis Afrique Presse (TAP) dans le cadre de la manifestation "Sfax, capitale de la culture arabe", les travaux de cette conférence, à laquelle prend part le directeur général de l'agence Algérie presse service (APS) M. Abdelhamid Kacha, seront axés sur trois thèmes: "la place du patrimoine arabe sur la liste du patrimoine universel", "les médias, la culture et le patrimoine" et "les médias et la culture environnementale"

Les participants à cette rencontre qui se tiendra trois jours durant (16-18 septembre) débattront de plusieurs thèmes dont l'importance des médias dans la promotion et la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel dans le monde arabe.

La place de la culture dans la production des agences de presse arabes sera également évoquée à travers les communications qui seront présentées par les responsables de ces agences. A cette occasion, la présidente-directrice générale de l'agence TAP Hamida El Bour a mis en exergue l'importance de la culture "qui a été marginalisée relativement" en raison des événements politiques qui ont marqué la Tunisie au cours des cinq dernières années, estimant que la manifestation "Sfax, capitale de la culture arabe", se veut une occasion pour promouvoir la culture. Pour sa part, la présidente du comité exécutif de la manifestation "Sfax, capitale de la culture arabe",Mme Houda El Kechou a relevé la corrélation de la culture et des médias estimant qu'il est impossible aujourd'hui de bâtir une démocratie profonde et de contribuer au développement socio-économique et humain durable dans les pays arabes sans " une coopération dans les domaines des médias et de la culture".

De son coté, le directeur du département de l'information à la Ligue des Etats arabes Faleh Metiri a abordé dans son intervention la stratégie médiatique de la Ligue qui, a-t-il dit, prévoit " la sauvegarde de l'identité culturelle et civilisationnelle de la nation arabe à l'ère de la mondialisation et l'enrichissement de la personnalité du citoyen arabe en conservant l'authenticité et en s'ouvrant sur la modernité".

Il a également appelé à assurer un environnement favorable pour l'investissement dans l'industrie médiatique et à drainer les capitaux locaux arabes pour créer "une industrie médiatique prospère à valeur ajoutée pour la sécurité, la stabilité, la diversité environnementale , le patrimoine culturel, l'ouverture sociétale et les valeurs politiques modérées". Un accord de partenariat entre l'agence TAP et le comité exécutif de la manifestation "Sfax, capitale de la culture arabe" a été signé en marge de l'ouverture de cette conférence en vue, selon Mme El Bour, d'apporter le soutien médiatique à cette conférence . La ville de Sfax qui s'est vu remettre le flambeau de "la manifestation de la capitale de la culture arabe" par la ville de Constantine en avril dernier a arrêté un programme qui, outre le volet culturel, prévoit des projets de réalisation d'infrastructures culturelles dans cette wilaya, le développement des expériences dans le domaine culturel et la promotion de la coopération notamment en ce qui concerne l'organisation des grandes manifestations.

Reda A.

Selon un chercheur

Van Gogh pourrait avoir été bipolaire

Le peintre néerlandais Vincent van Gogh pourrait avoir été atteint de troubles bipolaires, a déclaré vendredi un chercheur du musée Van Gogh d'Amsterdam.

"Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il est impossible d'élaborer une conclusion définitive concernant sa maladie", a déclaré Louis van Tilborgh, qui a dirigé pendant deux jours un séminaire rassemblant des experts dont des psychiatres en marge de la dernière exposition organisée par le musée, qui aborde la maladie mentale dont a souffert l'artiste.

L'équipe a tenté de trouver des explications, en se fondant sur les connaissances actuelles dans le domaine de la psychiatre, aux crises psychotiques qui ont abouti au suicide de Van Gogh le 27 juillet 1890 à Auvers-sur-Oise près de Paris.

"Avant l'épisode de son oreille, il a peut-être souffert de troubles bipolaires", a déclaré M. Van Tilborgh.

Van Gogh s'était coupé l'oreille à la suite d'une dispute avec le peintre Paul Gauguin en décembre 1888. Après cet épisode, ses crises psychotiques sont devenues de plus en plus fréquentes, a relevé l'expert.

"Il s'est remis au travail, mais a développé la peur que ces épisodes se reproduisent, et cette peur s'est aggravée après chaque épisode", selon Louis van Tilborgh. "Cette peur l'a peut être amené à se suicider deux ans plus tard", a-t-il ajouté.

Mais c'est vraisemblablement une combinaison de facteurs qui explique ses accès psychotiques: l'abus d'alcool, notamment d'absinthe et aussi la détérioration de ses relations d'amitié avec Gauguin, auquel il était très attaché.

L'exposition, intitulée "aux limites de la folie", est centrée sur les derniers 18 mois de la vie du peintre.

Elle révèle que l'artiste s'était coupé l'oreille et non seulement le lobe, comme il était communément admis.

R. G.

Concert d'hommage à Prince le 13 octobre

Stevie Wonder et Christina Aguilera têtes d'affiche

Stevie Wonder et Christina Aguilera seront les têtes d'affiche du concert en hommage à Prince le 13 octobre à Saint-Paul, dans son Etat natal du Minnesota (nord), ont annoncé ses héritiers vendredi.

Selon sa famille, le concert se déroulera dans la salle du XCel Energy Center, enceinte de 20.000 places où l'icône de la pop avait notamment donné trois concerts à guichets fermés lors d'une tournée en 2004. Les billets seront mis en vente à partir de lundi.

Egalement prévus sur scène, la reine du funk Chaka Khan qui avait vu sa carrière renaître après sa collaboration avec Prince, et Morris Day, qui avait joué avec Prince dans le film "Purple Rain" en 1984.

Des artistes plus jeunes monteront aussi sur scène, comme John Mayer, Tori Kelly et le chanteur-producteur de R&B Bilal. Toutes les musiques du concert seront jouées par deux groupes qui ont accompagné Prince tout au long de sa carrière, New Power Generation et 3rdEyeGirl. "La famille est très contente d'offrir une opportunité au monde de participer à l'hommage à notre frère Prince", a indiqué sa demi-soeur Sharon Nelson dans un communiqué. Ce concert devrait être le seul hommage public pour commémorer la mémoire du chanteur, décédé d'une overdose de médicaments le 21 avril à 57 ans et qui a été incinéré quelques jours après sa mort dans l'intimité, en présence de quelques amis et de sa famille.

T. O.

Ils appartiennent à des maîtres néerlandais

L'Ukraine remet aux Pays-Bas cinq œuvres volées en 2005

Cinq œuvres de maîtres néerlandais du XVIIe et XVIIIe siècles volées en 2005 au musée Westfries de Hoorn, au nord-ouest des Pays-Bas, ont été restitués vendredi à ce pays par les autorités ukrainiennes, selon le ministère néerlandais des Affaires étrangères.

"Les autorités ukrainiennes ont remis cinq tableaux néerlandais au musée Westfries. La restitution vient d'avoir lieu à l'ambassade néerlandaise à Kiev", a indiqué le ministère dans un communiqué. Les oeuvres devraient retourner bientôt au musée.

Vingt-quatre toiles de maîtres néerlandais des XVIIe et XVIIIe siècles et 70 pièces d'argenterie avaient été volées dans ce musée le 9 janvier 2005. A l'époque du vol, la valeur des tableaux était estimée à 10 millions d'euros.

L'Ukraine avait annoncé en avril avoir retrouvé quatre tableaux mais sans donner de détails sur la manière dont les toiles avaient été récupérées, se contentant de préciser qu'elles avaient été retrouvées dans "les mains de groupes criminels".

Il s'agissait d'oeuvres de Hendrick Boogaert, de Floris van Schooten, et de deux tableaux de Jacob Waben.

Une cinquième peinture, "Nieuwstraat à Hoorn", d'Isaak Ouwater, datant de 1784, et estimée à quelque 30.000 euros, avait été rapportée à l'ambassade néerlandaise de Kiev par un Ukrainien qui avait acheté le tableau.

R. I.

Après une courte maladie

Décès du dramaturge américain Edward Albee

Le dramaturge américain Edward Albee, auteur de la célèbre pièce "Qui a peur de Virginia Woolf?", est décédé vendredi à 88 ans chez lui à Montauk, dans l'Etat de New York, selon les médias américains.

Il est décédé après une courte maladie, a indiqué son assistant, Jakob Holder, au New York Times.

Considéré comme l'un des plus grands dramaturges américains de son époque, Edward Albee avait reçu à trois reprises le prix Pulitzer.

Sa célèbre pièce "Qui a peur de Virginia Woolf?" (1962) avait elle été sélectionnée pour ce prestigieux prix mais ne l'avait pas décroché.

Sous ce titre énigmatique se cache un jeu de massacre, une scène de ménage de légende, incarnée à l'écran en 1966 par le couple Elizabeth Taylor/Richard Burton.

La pièce, qui avait été jouée 15 mois d'affilée à Broadway lors de sa création et avait valu à Elizabeth Taylor un Oscar dans son adaptation au cinéma, est à la fois une peinture au vitriol de la société américaine et de ses sacro-saintes valeurs de réussite, et une plongée dans l'enfer du couple.

Edward Albee avait reçu le prix Pulitzer pour "Délicate balance" (1967), "Seascape" (1975) et "Trois grandes femmes" (1994). Il avait débuté sa carrière théâtrale à 30 ans, en écrivant "The Zoo Story" (1958).

H. A.

PAROLES DE FEMMES

«Le présent n'est pas un passé en puissance, il est le moment du choix et de l'action.»

Simone de Beauvoir

FEMMES

ACTUS-FEMMES

Page animée par Tinhinan

ILS ONT DIT :

«Ils ont dit le passé est éternel, c'est le présent qui passe, c'est le présent qui fuit, qui s'efface.»

Thomas B. Reverdy

LE JOUR OÙ L'EX-MISS FRANCE A DIT NON À LA STAR HOLLYWOODIENNE

Elodie Gossuin assure avoir été draguée par Leonardo DiCaprio

Dans la famille des princes charmants, Leonardo DiCaprio figure en bonne position. Elodie Gossuin assure pourtant avoir repoussé les avances du beau blond hollywoodien il y a quinze ans de cela.

Le statut de Miss France n'a jamais laissé les hommes indifférents. Elodie Gossuin en témoigne d'ailleurs aujourd'hui sur l'antenne de France 5, dans le talk showAmanda. " Miss France, cela met soit une barrière et plus personne n'ose te séduire, soit on ose, par manque d'humilité, être un peu lourd avec toi. " Pas toujours facile, donc, pour une jeune miss de faire face aux multiples avances de mâles certains de pouvoir séduire en un claquement de doigts. Même lorsque l'intéressé se nomme Leonardo DiCaprio.

Tout commence dans une soirée parisienne, en 2001, à l'occasion de l'avant-première d'un film. " J'étais là en tant que Miss France ", se souvient Elodie Gossuin. La jeune rémoise voit alors s'approcher la star de Titanic. " Il séjournait dans un palace parisien et m'a juste donné le numéro de sa chambre en me disant je t'attends "... "Je n'y suis pas allée", conclut-elle fièrement. Soupire de déception dans l'assistance. A la question 'Pourquoi?', l'ex-miss répond tranquillement " Je ne suis pas un petit bout de viande. Je n'ai pas envie d'être considérée comme telle. Je suis peut-être chiante mais je suis très vieille France, les valeurs, l'amour... ".

Un choix judicieux pour la jeune Miss. Si Leonardo DiCaprio a de son côté rompu avec ses différentes compagnes au cours des dernières années, Elodie Gossuin file du sien le parfait amour au bras de Bertrand Lacherie. Un homme avec lequel l'ex-miss est aujourd'hui mariée depuis dix ans. La mère de famille s'épanouit également côté professionnel au travers de sa matinale sur l'antenne de RFM. Comment pourrait-elle, avec une vie pareille, regretter un seul instant d'avoir dit non à l'un des hommes les plus sexy de la planète?

BEAUTÉ

COMMENT BIEN EXFOLIER SA PEAU APRÈS L'ÉTÉ ?

Les vacances sont terminées et on aimerait conserver encore notre jolie peau dorée. Idéal pour réparer l'épiderme et prolonger le bronzage, l'exfoliation est donc un passage obligé pour retrouver une peau saine. On vous livre ces conseils.

Débarrasser sa peau des radicaux libres

Le soleil c'est bien, mais à force de s'exposer sous l'effet des rayonnements solaires, les cellules de la peau produisent des radicaux libres qui abîment l'épiderme. Ces vilaines cellules provoquent en effet des réactions en chaîne et accélèrent le vieillissement de la peau. Pour s'en débarrasser, on applique donc la technique du gommage .

Prolonger son bronzage

Contrairement aux idées reçues, le gommage ne fait pas disparaître le bronzage. L'exfoliation va plutôt sublimer notre peau hâlée. Grâce à un bon gommage, on va se débarrasser des cellules mortes qui forment une couche épaisse et qui empêchent les soins de pénétrer la peau. On permet ainsi de relancer la microcirculation de cette dernière et de mieux l'oxygéner, ce qui est très bon pour l'entretien du bronzage. En exfoliant sa peau, on réveille alors son teint et on l'aide à retrouver tout son éclat.

Les étapes du gommage parfait

Le gommage est un geste beauté aussi important que l'hydratation. Pour bien le réaliser on suit ces quelques étapes :

- Le gommage s'effectue après la douche afin que la peau soit encore humide. Versez un peu d' exfoliant dans vos mains et appliquez le produit sur le corps en faisant des petits mouvements circulaires. On démarre le massage des épaules jusqu'aux pieds, en passant par le dos, le ventre, les fesses puis les jambes. Et surtout on fait attention à ne pas trop appuyer au risque d'irriter la peau.
- Sur le visage le gommage se fait sur une peau encore mouillée, en effectuant un massage de l'intérieur du visage vers l'extérieur en insistant sur la zone T, c'est-à-dire le front, le nez et le menton.
- Rincez la peau à l'eau tiède et terminez par un jet d'eau fraîche pour la tonifier. Enfin, séchez votre peau en la tapotant légèrement sans la frotter.
- Très important après l'exfoliation, il est primordial d'hydrater la peau avec une crème hydratante ou un soin réparateur pour restaurer le film protecteur de l'épiderme. De plus, sachez qu'une fois exfoliée, la peau absorbe mieux les actifs contenus dans les crèmes, ce qui permet d'optimiser l'efficacité de ces dernières.

PARENTS

COMMENT FAIRE POUR QU'IL ACCEPTE SON PETIT FRÈRE OU SA PETITE SŒUR ?

De retour de la maternité, glissez dans le couffin du petit dernier la poupée ou le camion dont il rêve. Et arrivez en lui expliquant que c'est le cadeau du bébé.

Laissez-le s'approcher du nouveau arrivé à son rythme. Il faut lui laisser le temps de l'observer, de tourner autour. Et s'il s'en désintéresse totalement, ne soyez pas déçue. Parlez-lui en tête à tête.

Expliquez-lui que ce n'est pas parce qu'il n'est plus le seul enfant à la maison qu'il compte moins pour vous, bien au contraire : «*Maman a désormais un grand et un petit enfant, et suffisamment d'amour pour les deux.*»

Proposez-lui des activités de «grands» : une petite balade à vélo, une sortie dans un parc... en laissant bien sûr le bébé à la maison.

Accrochez ses dessins dans les pièces principales de la maison. Il va de cette façon se sentir valorisé et saura qu'il a toujours sa place à la maison.

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Les DÉBATS
Quotidien national d'information
Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

•Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 •Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : http://www.lesdebats.com • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe de la Confédération (1/2 finale-aller)/ MOB-FUS Rabat ce soir à 22h

Les Crabes pour prendre option

Le MO Béjaïa jouera ce soir face à la formation marocaine du FUS Rabat pour le compte du match aller des demis finales de la Coupe de la Confédération de football (CAF) sur son stade de l'Unité Maghrébine. Ça sera donc un moment historique pour les Crabes qui arrivent pour la première fois à ce stade de la compétition, malgré le fait qu'ils la disputent aussi pour la première fois de leur histoire. Les hommes de Sendjak seront, malheureusement, handicapés par la probable absence de quatre de leurs joueurs titulaires, à savoir, Yesli, Salhi, Khadir, et Yaya qui souffrent de blessures, tandis que Lakhdari est suspendu pour ce match. Même si les joueurs pré-cités ont repris le chemin des entraînements, n'empêche que leur participation n'est pas encore acquise à cent pour cent et ça sera l'entraîneur qui en décidera. En dépit de cela, les gars de la ville des Hamadites feront tout ce qui est de leur possible pour prendre option pour la qualification dès ce match aller qui se joue à Béjaïa, sachant que la manche retour qui aura lieu le 25 septembre prochain sera certainement très difficile à négocier. Les coéquipiers de Morgan se doivent d'être concentrés sur leur sujet lors de ce match pour éviter toute mauvaise surprise. Le cachet de derby maghrébin

de ce match le rendra plus excitant et ça sera aux joueurs de donner le meilleur d'eux même pour espérer le remporter et donc prendre une avance qui sera importante en prévision du match retour. La balle sera, surtout, dans le camp de la ligne d'attaque qui devra être décisive pour marquer un maximum de buts même si cela ne sera pas une sinécure pour cette formation bougiote qui aura en face une équipe bien aguerrie qui a l'habitude de ces compétitions africaines contrairement aux gars de la vallée de la Soummam qui jouent leur première compétition de ce niveau. Il leur faudra aussi éviter les erreurs de certains matchs qui se sont déroulés à domicile, et où l'équipe avait raté plusieurs occasions faciles.

Imad M.

Ligue 1 Mobilis (4e journée)

Le MCO aux commandes, le NAHD bat le MCA

■ Le MC Oran, qui a battu l'USM Bel Abbés (1-0) dans le derby de l'ouest du pays vendredi soir en match avancé de la quatrième journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, a prit provisoirement la tête de classement. Un but de Hicham Cherif à l'heure de jeu, plus précisément à la 60' a permis aux poulains de Belatoui d'arracher les trois points de la victoire et de prendre seuls la tête du classement avec 10 points devant l'USMA, l'ESS. Le MC Alger lui, et dans le second match avancé, s'est incliné devant le NA Hussein-dey (1-0). L'international algérien Bendebka a signé l'unique but de la partie à la 29'. Une précieuse victoire des Sang et Or qui leur permet de se hisser à la deuxième place avec 7 points et de se relancer après un début des plus difficiles surtout avec la défaite face à la JSK au stade du 20 août à domicile. Les Sang et Or et par la même occasion ont pris leur revanche sur la défaite en finale de la Coupe d'Algérie la saison passée, même si cela ne les consolera pas d'avoir raté un titre qui aurait été précieux. Pour sa part, le MC Alger qui restait sur trois résultats positifs, deux victoires et un nul, concède sa première défaite de la saison et recule provisoirement à la deuxième position. Les Rouge et Vert ont fait les frais de la somnolence de leurs attaquants qui n'arrivent toujours pas à se libérer et concrétiser les occasions qui se présentent à eux. Le coach du Doyen, Menad, a montré toute sa colère contre ses poulains qui sont passés devant leur sujet et n'ont pas eu le rendement qu'il fallait pour l'emporter. Enfin, l'USM Bel Abbés qui a essuyé sa deuxième défaite de la saison en quatre rencontres, elle occupe la 15e place avec 2 points. Une entame de saison difficile pour les protégés de Cherif El Ouazani. Ces derniers devront se réveiller s'ils ne souhaitent pas revenir de là où ils étaient venus, c'est-à-dire en Ligue II Mobilis.

I.M.

Résultats partiels et classement :

NAHD- MCA	1-0
MCO- USMBA	1-0

Europa League

Hanni s'illustre avec Anderlecht

■ L'international algérien Sofiane Hanni, qui a contribué jeudi dans la victoire de son équipe belge Anderlecht face à Qabala (Azerbaïdjan) sur le score de 3 à 1, est désigné dans l'équipe type de la première journée de l'Europa league, concoctée par le site spécialisé Whoscored. Le meneur de jeu algérien a réalisé à l'occasion un match plein tout en étant à l'origine de deux des trois réalisations des siens. Hanni (25 ans) a rejoint cet été Anderlecht en provenance de Malines avec lequel il a terminé meilleur buteur du championnat de Belgique la saison passée (17 buts). Il a été promu capitaine d'équipe dès son arrivée chez Anderlecht, l'un des gros bras de l'écurie belge.

Paralympiques-2016 / Athlétisme

Hamdi remporte le bronze sur 400m (T37)

■ Le coureur algérien Sofiane Hamdi a décroché vendredi une médaille de bronze sur le 400m (T37) des jeux Paralympiques 2016, organisés du 7 au 18 septembre à Rio De Janeiro (Brésil). L'Algérien a bouclé la distance en 3e en 53.01, derrière le Sud-Africain Charles Dutoît (1er en 51.13) et le Vénézuélien Omar Monterola (2e en 52.93). Sid-Ali Bouzourène, l'autre algérien engagé sur le 400m de la catégorie T36 s'est lui contenté de la 7e place, en 1:00.22. Cette course a été remportée par le Britannique Paul Black (54.49), suivi de l'Ukrainien Roman Pavlyk (55.67) et le Néo-zélandais William Stedman (55.69). Sofiane Hamdi a offert à l'Algérie sa 14e médaille dans cette compétition: 2 or, 5 argent et 7 bronze, à deux journées de la clôture.

Ligue 2 Mobilis (2e journée)

Le CABBA et la JSMB en tête

Le CABB Arreridj et la JSM Bejaia vainqueurs vendredi à l'extérieur, occupent seuls la tête du classement du championnat de Ligue 2 Mobilis de football, lors de la 2e journée qui prendra fin samedi avec le dernier match au programme, ASM Oran-AS Khroub. Le CABBA a réalisé une excellente opération en s'imposant à Biskra devant le promu l'USB (1-0), grâce à un but de Benachour inscrit au début de la 2e période (52'). Quand à la JSMB, elle a dû attendre en revanche, les derniers instants du match pour battre à Mascara, également le nouveau promu, le GSM (1-0), suite à une bourde monumentale du gardien local, dont a profité le buteur attitré Hamiti (87'). Cette journée a vu le Paradou AC atomiser le MC El Eulma (4-0) dans le match au sommet de cette journée disputé à Dar El Beïda, au moment où le RC Arbaâ a été tenu en échec à domicile par la JSM Skikda (0-0) et reste figé dans le bas du tableau, avec un seul point. Le PAC a débloqué la situation par Attal dès la 16e minute de jeu, avant de corser l'addition par son nouveau prodige, Naïdji, auteur d'un doublé (19e et 52e), et c'est Derrouche qui a clôturé le festival par un 4e but à la 71e minute, devant la stupéfaction des Eulmis, abasourdis après une telle claque. Auteur d'un nul (1-1) chez le CRB Aïn Fekroun au cours de la précédente journée, le Paradou s'installe donc derrière le duo de tête au classement provisoire de la Ligue 2 Mobilis, ex-aequo avec la JSM Skikda et l'ASO Chlef, qui comptent également quatre points. Les Skikdis, qui avaient battu l'USM Blida (1-0) lors de la première journée sont allés tenir le RC Arbaâ en échec (0-0), au moment où les Chélifiens ont fait (1-1) chez le nouveau promu, le WA Boufarik. Mameri avait ouvert le score pour le WAB à la 31e minute et c'est l'ancien Nahdiste et Mouloudéen, Billel Attafen qui a égalisé pour les Chélifiens à la 37e minute. Battu (1-0) par la JSM Béjaïa au cours de la première journée, le RC Arbaâ reste scotché dans le bas du tableau avec un point et se voit déjà distancé par les autres candidats à l'accession, au moment où son voisin USM Blida s'est bien ressaisi après le revers essuyé à Skikda, en remportant une importante victoire à domicile contre le CRB Aïn Fekroun (2-1). Les blidéens s'étaient certes donnés quelques frayeurs, car l'ouverture de signée Frioui à la 17e minute a été suivie de l'égalisation de Youcef-Khodja à la 42e, mais Abed était bien là pour leur redonner l'avantage à la 71e. De son côté, le MC Saïda s'est imposé devant l'Amel Boussaâda (2-1) grâce à un penalty de Zouari à la 25e minute, et un but du vétéran Cheikh Hamidi à la 44e. L'ABS a terminé le match à 10, après l'exclusion de Lakhdar Bentaleb à la 75e minute, ce qui ne l'a pourtant pas empêché de réduire le score par Ghecha à la 81e minute. Les deux promus, l'US Biskra et le GC Mascara occupent la peu reluisante dernière place avec zéro mpoint au compteur.

Résultats et classement :

USMB-CRBAF	2-1
PAC-MCEE	4-0
RCA-JSMS	0-0
WAB-ASO	1-1
MCS-ABS	2-1
USB-CABBA	0-1
GCM -JSMB	0-1

	Pts	J
1). JSM Béjaïa	6	2
—). CAB Bou Arréridj	6	2
3). Paradou AC	4	2
—). JSM Skikda	4	2
—). ASO Chlef	4	2
6). USM Blida	3	2
—). MC Saïda	3	2
—). MC El Eulma	3	2
9). WA Boufarik	2	2
10). ASM Oran	1	1
—). AS Khroub	1	1
—). CRB Aïn Fekroun	1	2
—). Amel Boussaâda	1	2
—). RC Arbaâ	1	2
15). GC Mascara	0	2
—). US Biskra	0	2

Taekwondo

Coupe de l'Ambassadeur 2016 les 7-8 octobre, à la salle Harcha

■ La Fédération algérienne de Taekwondo organise la Coupe de l'Ambassadeur de Corée du Sud, les 7 et 8 octobre prochains à la salle Harcha-Hacène (Alger), a-t-on appris vendredi auprès des organisateurs. «La Fédération algérienne de Taekwondo, en collaboration avec l'Ambassade de Corée de Sud en Algérie et la Ligue de Taekwondo de la Wilaya d'Alger, organise la Coupe de l'Ambassadeur 2016, les 7 et 8 octobre à la salle Harcha-Hacène» a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué. Dans la formule Poomsae (Kata), la compétition sera ouverte uniquement aux athlètes des catégories cadets et juniors (garçons et filles), alors qu'en Kyorugui (combat), la compétition sera ouverte aux athlètes âgés de 17 ans et plus. En poomsae, la compétition est prévue dans deux formules : paire mixte et par équipes. «La paire mixte est composée d'un garçon et une fille pour chaque catégorie d'âge» a précisé la Fédération, ajoutant que «dans la formule par équipes, chaque club pourra engager six athlètes (3 garçons et 3 filles) dans chaque catégorie d'âge».

Les DEBATS
http://www.lesdebats.com

Météo

Alger	Oran	Annaba
Ensoleillé	Ensoleillé	Ensoleillé
Min 14 °C	Min 12 °C	Min 15 °C
Max 28 °C	Max 29 °C	Max 28 °C

Air Algérie

Acquisition d'une quarantaine d'avions jusqu'à 2025

La compagnie Air Algérie lancera entre 2018 et 2025 un nouveau programme d'acquisition d'une quarantaine d'avions pour renforcer essentiellement ses destinations long courrier, a confié à l'APS le P-dg de cette compagnie nationale, Mohamed Abdou Bouderbala.
Ces acquisitions seront effectuées sous différentes formes de financement tel que le leasing, avance-t-il.
La première partie de ce programme sera réalisée entre 2018 et 2020 durant laquelle quatre (4) appareils seront réceptionnés rien qu'en 2018, tandis que la seconde phase sera effectuée entre 2020 et 2025.
Ainsi, à travers ce programme, Air Algérie compte augmenter sa flotte à une centaine d'appareils contre une soixantaine actuellement dont 75% sont composés d'avions moyen courrier.
Interrogé sur un éventuel recours à des financements extérieurs pour la concrétisation de ce programme, le premier responsable d'Air Algérie considère que "la compagnie doit se débrouiller pour chercher des financements. Ce type de financement (extérieur) reste une possibilité que nous allons étudier".
Pour M. Bouderbala, "tous les moyens sont ouverts, le plus important est que ce soit rentable et abordable pour la compagnie". Pour rappel, dans le cadre de la mise en £uvre de son dernier plan de restructuration 2012-2017, cette compagnie aérienne avait lancé une opération d'acquisition de seize (16) avions. En 2015, huit (8) appareils avaient été réceptionnés composés de trois (3) Airbus A330-200 (250 à 300 places), trois (3) ATR (66 places) pour desservir des lignes domestiques, et deux (2) Boeing 737-800.
Le coût total de ces seize (16) acquisitions opérées sur 2015-2016 est estimé à 1,073 milliard de dollars (93,3 milliards DA).
En plus du renforcement de sa flotte, la livraison de la nouvelle aérogare internationale d'Alger en 2018 va permettre à cet aéroport de devenir un "hub" régional et continental de transit de voyageurs: "Nous envisageons de créer avec ces programmes un trait d'union entre l'Afrique, l'Europe, l'Amérique et d'autres destinations", avance le même responsable. Dans l'attente de la réalisation de ces projets, Air Algérie compte ouvrir des lignes vers l'Afrique d'ici fin 2016 ou début 2017 avec des vols vers Libreville (Gabon) et Addis Abeba (Ethiopie).
Actuellement, les vols d'Air Algérie desservent 44 destinations à l'international dont la plus récente a été inaugurée jeudi dernier avec l'ouverture d'une ligne Alger-Budapest.
Evaluant le bilan d'activité de l'été de l'année en cours, M. Bouderbala se montre plutôt satisfait: "Nous l'avions passé de façon globalement positif. Nous avons même pu maîtriser les perturbations qu'avaient connues d'autres compagnies".

Reda A.

GHIR HAK radje07@yahoo.fr

Il active à Béchar et Adrar

Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue

Un réseau de trafic de drogue, composé de 12 personnes, activant sur l'axe Béni Ounif-Béchar-Adrar, a été démantelé, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense Nationale. "Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, et à la suite de l'arrestation d'un (01) narcotrafiquant et la saisi de 37,5 kilogrammes de kif traité par un détachement de l'ANP à Béchar/3°RM, le 16 septembre 2016, et après investigations, il a été procédé au démantèlement d'un réseau de trafic de drogue composé de douze (12) personnes, activant sur l'axe Béni Ounif-Béchar-Adrar, et la saisie de quatre (04) véhicules touristiques et quatorze (14) téléphones portables", précise le communiqué. Par ailleurs, des éléments des Gardes-frontières de Tlemcen/2°RM ont déjoué des tentatives de contrebande de 6.196 cartouches de tabac ainsi que 4.050 litres de carburant, selon la même source

A Ghardaïa/4°RM, Bordj Badji Mokhtar/6°RM, Rélizane et Mascara/2°RM, des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie Nationale ont appréhendé seize (16) immigrants clandestins de nationalités africaines. D'autres part, lors de deux opération de recherche et de sauvetage lancées au niveau de Collo wilaya de Skikda/5°RM et du port de Sidi Fredj wilaya d'Alger/1°RM, des unités des Gardes-côtes ont porté secours à trois (03) personnes disparues en mer, ajoute le communique.

R. N.

Août et juillet 2016

Les deux mois les plus chauds jamais enregistrés

Les mois d'août et de juillet 2016 ont été les deux mois les plus chauds jamais enregistrés, a indiqué vendredi l'organisation météorologique mondiale (OMM), une agence de l'ONU établie à Genève.

"Il semble que 2016 sera l'année la plus chaude, dépassant les températures déjà incroyables constatées en 2015", a déclaré le directeur de l'OMM, Petteri Taalas dans un communiqué.

La température moyenne en août 2016 a été de 0,16 degrés plus élevée que celle du précédent record d'août, survenu en 2014. En août dernier, la température moyenne sur tout le mois dépassait de 0,16 degrés la moyenne relevée entre 1950 et 1980.

"Nous avons relevé une période prolongée de chaleur extraordinaire, qui va devenir la nouvelle norme", a déclaré M. Taalas.

L'OMM a aussi lancé un appel aux leaders mondiaux pour la signature et la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat conclu l'année dernière.

Bilal L.

Après des troubles sociaux en Tunisie

Trois hauts responsables limogés

La présidence du gouvernement a annoncé vendredi le limogeage de trois hauts responsables du gouvernorat de Jendouba (nord-ouest), une région de l'intérieur de la Tunisie, théâtre de troubles sociaux depuis le début du mois. "Le chef du gouvernement Youssef Chahed a décidé de démettre de leurs fonctions le gouverneur de Jendouba, ainsi que le délégué et le secrétaire général de la délégation de Fernana", est-il indiqué dans un communiqué. Cette décision intervient alors que la ville de Fernana, située à environ 20 km au nord de Jendouba, a connu au cours des 15 derniers jours des troubles sociaux consécutifs à l'immolation par le feu d'un propriétaire de café. Selon des médias locaux, un "différend" opposait cet homme âgé de 39 ans aux services administratifs de la délégation de la ville. La tension est montée d'un cran après l'annonce de son décès le 11 septembre. Des manifestants ont bloqué des routes et brûlé des pneus, dénonçant leur marginalisation et réclamant le départ de responsables. Dans l'attente des premières élections locales de l'après-révolution, des "délégations spéciales" sont chargées de gérer les affaires courantes des municipalités en Tunisie.

R. T.

ACTU...

Spécialiste incontesté de Jean Sénac

Décès de l'universitaire et poète algérien Hamid Nacer-Khodja

L'universitaire, critique littéraire et poète algérien Hamid Nacer- Khodja est décédé dans la nuit de vendredi à samedi à Djelfa à l'âge de 63 ans des suites d'une maladie, a-t-on appris auprès de son entourage.
Spécialiste incontesté de l'£uvre du poète algérien Jean Sénac à laquelle il voua la majeure partie de ses écrits et travaux universitaires, Hamid Nacer-Khodja, né en 1953 à Lakhdaria (Bouira), exerçait comme enseignant à l'université de Djelfa. Il avait occupé auparavant des fonctions dans l'administration locale après des études à l'Ena (Ecole nationale d'administration).
Egalement poète, il publie ses premiers écrits dans les années 1970 aux côtés de Youcef Sebti, de Hamid Skif et d'autres dans "Anthologie de la nouvelle poésie algérienne", un ouvrage dirigé par Jean Sénac dont le défunt fut aussi l'ami et un des légataires universels après son assassinat Alger en 1973.
On lui doit notamment d'avoir réuni en 1999 tous les recueils publiés de Sénac en un seul volume critique, ainsi que des essais et un récit (" Albert Camus, Jean Sénac, ou le fils rebelle" 2000, "Jumeaux", 2012, à) en plus de nombreuse contribution critiques dans la presse et les colloques universitaires.

H. A.

Djelfa

Une bande spécialisée dans le vol de portables neutralisée

Une bande de malfaiteurs composée de deux jeunes récidivistes spécialisés dans le vol de téléphones portables a été neutralisée par la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Djelfa, a-t-on appris samedi auprès de la cellule de communication et des relations générales de ce corps sécuritaire.
Selon la même source, l'affaire a été enclenchée suite à une plainte déposée, le week-end dernier, par deux individus au niveau de la 7eme Sûreté urbaine de la cité El Feshi de Djelfa, pour vol de leurs téléphones portables, par des inconnus, au niveau du marché hebdomadaire de la ville.
Sitôt la plainte reçue, les éléments de ladite sûreté urbaine ont entamé leurs investigations au niveau du marché en question, avant l'arrestation des deux suspects âgés d'une vingtaine d'années chacun, en possession d'un nombre de téléphones portables volés et d'une arme blanche (couteau).
Le procureur de la République prés le tribunal de Djelfa a ordonné leur mise en détention préventive.

Riad D.